**RÉSUMÉ:**

[Directive (UE) 2019/633 concernant les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises dans la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32019L0633)

**QUEL EST L'OBJECTIF DE LA DIRECTIVE ?**

* Il établit une liste minimale de **pratiques commerciales déloyales interdites**et des règles d'application minimales entre les acheteurs et les fournisseurs dans la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire .
* Il vise à arrêter les grandes entreprises qui exploitent les petits et moyens fournisseurs en raison de leurs positions de négociation plus faibles, et à empêcher que les coûts de telles pratiques ne soient répercutés sur les producteurs primaires.

**POINTS CLÉS**

Le Code protège les petits et moyens fournisseurs ainsi que les grands fournisseurs dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 350 millions d'euros. La protection dépend de la taille relative du fournisseur et de l'acheteur en termes de chiffre d'affaires annuel. Ces fournisseurs sont répartis en 5 sous-catégories selon le chiffre d'affaires :

* jusqu'à 2 millions d'euros ;
* 2-10 millions € ;
* 10-50 millions € ;
* 50-150 millions d'euros ; et
* 150-350 millions €.

**Interdiction des pratiques commerciales déloyales**

La directive interdit en toutes circonstances les **pratiques commerciales déloyales**suivantes : 

* [paiement à](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:mi0074) plus de 30 jours pour les produits agricoles et alimentaires périssables ;
* paiement d'autres produits agricoles et alimentaires plus de 60 jours plus tard;
* annulations à court terme de produits agricoles et alimentaires périssables ;
* modifications unilatérales par l'acheteur des termes du contrat de fourniture ;
* les paiements demandés par l'acheteur non liés à la vente d'un produit agricole et alimentaire ;
* Les paiements demandés par l'acheteur pour la détérioration ou la perte de produits agricoles et alimentaires, lorsque cette détérioration ou perte n'est pas due à la négligence ou à la faute du fournisseur ;
* le refus de l'acheteur de donner son approbation écrite au contrat de fourniture malgré la demande du fournisseur ;
* utilisation abusive des secrets commerciaux du fournisseur par l'acheteur ;
* actes commerciaux de représailles de l'acheteur à l'encontre du fournisseur si le fournisseur exerce ses droits contractuels ou légaux ;
* Transférer les frais d'enquête sur les plaintes des clients aux produits du fournisseur , même si le fournisseur n'est pas négligent ou défectueux .

La directive interdit les **pratiques commerciales déloyales**suivantes , à moins que le fournisseur et l' acheteur **n'en**soient **convenus**clairement et sans équivoque :     

* l'acheteur restitue les produits agricoles et alimentaires invendus au fournisseur sans payer les produits invendus ou leur destruction, ou les deux ;
* le paiement est effectué auprès du fournisseur comme condition de stockage, d'exposition ou de référencement des produits agricoles et alimentaires ou de leur mise sur le marché ;
* l'acheteur demande au fournisseur de payer des remises sur les produits agricoles et alimentaires vendus par l'acheteur dans le cadre d'une promotion ;
* l'acheteur demande au fournisseur de payer pour la publicité ou la commercialisation par l'acheteur de produits agricoles et alimentaires ;
* l'acheteur charge le fournisseur d'équiper les locaux utilisés pour la vente des produits du fournisseur.

**Plaintes et confidentialité**

Les pays de l'UE **désignent**leurs **autorités nationales chargées de l'application**. Les fournisseurs peuvent déposer une plainte auprès de l'autorité d'exécution de leur pays ou du pays de l'acheteur qui est soupçonné d'une pratique commerciale interdite. 

Sur demande, l'autorité chargée de l'application devrait prendre des mesures appropriées pour protéger l'identité du plaignant et d'autres informations jugées préjudiciables aux intérêts du plaignant ou des fournisseurs.

**Ye tkil pouvoirs des autorités**

Les autorités chargées de l'application devraient avoir l'autorité et l'expertise pour :

* initier et mener des enquêtes ;
* solliciter des informations auprès des acheteurs et des fournisseurs ;
* procéder à des inspections inopinées sur place ;
* ordonner la cessation d' une pratique interdite le cas échéant ;
* imposer des amendes et autres sanctions et mesures d'injonction contre ou poursuivre l'entité contrevenante ;
* publier les décisions.

Les pays de l'UE peuvent promouvoir des mécanismes alternatifs et volontaires efficaces de règlement des différends.

Les pays de l'UE devraient veiller à ce que les autorités chargées de l'application coopèrent efficacement entre elles et avec la Commission et s'entraident dans les cas de dimension transfrontière.

Soutenu par la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) , le [comité de l'organisation commune des marchés agricoles](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/agriculture/committees/cmo_en) créé conformément au règlement (UE) n° 1308/2013 (voir résumé de [l'organisation commune des marchés agricoles de l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:0302_1) ).

**QUAND L'INSTRUCTION EST-ELLE APPLICABLE ?**

Il doit être promulgué dans les pays de l'UE d'ici le 1er mai 2021. Les pays de l'UE doivent mettre en œuvre les mesures d'ici le 1er novembre 2021.

**RÉSUMÉ:**

[Résultats - Développer l'éducation aux médias et la pensée critique par l'éducation et la formation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52016XG0614(01))

**QUEL EST LE BUT DE CES RESULTATS ?**

* Bien que ces résultats attirent l'attention sur les nombreux avantages et opportunités offerts par Internet et les médias sociaux, ils mettent également en évidence les menaces et les dangers potentiels qu'ils peuvent présenter.
* Ils soulignent l'importance de l'éducation et de la formation pour aider les jeunes à devenir des citoyens de demain compétents et responsables, et pour prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation.

**POINTS CLÉS**

* Un élément important de l'éducation et de la formation consiste à développer la capacité des jeunes à penser de manière indépendante et critique [, tout](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M002) en leur inculquant des valeurs fondamentales telles que celles inscrites dans le [traité](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M002) sur [l'Union européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M002) .
* Les éducateurs et le personnel éducatif doivent être soutenus afin que les questions controversées puissent être discutées ouvertement en classe et que le personnel puisse se tenir au courant des connaissances et des compétences nécessaires pour accéder, interpréter, produire et utiliser le contenu des médias de manière responsable. [L' échange](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:ef0016) de bonnes pratiques en matière d' éducation aux médias et de pensée critique devrait être davantage encouragé dans le contexte du [cadre stratégique ET2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:ef0016) .
* Les fonds et programmes de l' UE tels qu' [Erasmus+](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:150102_1) , [le mécanisme pour l' interconnexion en Europe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/connecting_europe_facility.html) , les [Fonds structurels et d' investissement européens](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/structural_cohesion_fund.html) , [Horizon 2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/horizon_2020.html) , [Europe créative](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:1002_1) et [Europe pour les citoyens](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:130106_2) devraient être utilisés par les pays de l' UE et l' Union européenne pour promouvoir l' éducation aux médias et la pensée critique . [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) .

**CONTEXTE**

* L'éducation aux médias, qui fait référence à la capacité des individus à accéder, comprendre, créer et évaluer de manière critique différents types de médias, est la clé d'une participation active à la vie démocratique.
* La compétence numérique, qui englobe l'utilisation confiante, créative et critique des technologies de l'information et de la communication, est une composante cruciale de l'éducation aux médias. Cependant, 40 % des citoyens de l'UE n'ont pas de compétences numériques.

**RÉSUMÉ:**

* [Résolution du Parlement européen : Vers une stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant (2007/2093 (INI))](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52008IP0012)

**QUEL EST LE BUT DE CETTE SOLUTION ?**

* La résolution est un prospectus complet des actions et politiques proposées par le [Parlement européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_parliament.html) visant à protéger les droits de l'enfant, sur la base du [communiqué](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52006DC0367) « [Vers une stratégie européenne pour les droits de l'enfant](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52006DC0367) » préparé par la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) en 2006 .

**POINTS CLÉS**

* La résolution salue l'initiative de la Commission de reconnaître la volonté politique de garantir que les enfants jouissent des droits [inscrits dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx) .
* La résolution demande que les droits de l'enfant **soient au centre de toutes les politiques et actions extérieures de l'UE,**et que tous les accords internationaux incluent une clause juridiquement contraignante qui respecte les droits de l'enfant .
* Stratégie , la survie de l'enfant, pour la préservation et le développement en tant qu'institution fondamentale de la société **à l'importance de la famille**doit accepter et le suivi, les ressources financières et les appels pour les rapports annuels doivent .
* Tous les pays de l'UE n'ont pas nommé un **médiateur**pour protéger les droits des enfants .

**Participation des enfants**

* Les enfants et les jeunes ont le droit d'exprimer leurs opinions avec une participation égale des garçons et des filles.

**La violence**

* La législation et l'action préventive , la violence, les abus sexuels, les peines dégradantes et la circoncision ka di sont encouragées ou contraintes pour lutter contre les pratiques traditionnelles néfastes telles que le mariage. Condamne toutes les formes de violences physiques, psychologiques et sexuelles, de torture, d'exploitation, de prise d'otages, de trafic ou de vente d'enfants ou de leurs organes.

**exploitation sexuelle**

* L'exploitation sexuelle des enfants devrait être considérée comme un « viol » lorsque des sanctions légales sont appliquées, et payer pour des relations sexuelles avec des mineurs devrait être un crime. Un cadre juridique de protection de l'enfance plus efficace devrait être mis en place par le biais d'institutions telles [qu'Europol](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/europol.html) et [Eurojust](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eurojust.html) pour lutter contre le tourisme sexuel, la traite des enfants et la pédophilie . Les citoyens de l'UE qui commettent des infractions de tourisme sexuel en dehors de l'UE devraient être traités dans le cadre d'un code pénal européen unique.

**Enfants à risque**

* L'UE devrait définir comme « en **danger**» tout enfant se trouvant dans une situation sociale mettant en péril son intégrité mentale ou physique . Tout enfant témoin de violence domestique est considéré comme une victime d'un crime. De multiples initiatives (campagnes d'information, partage de bonnes pratiques, etc.) sont recommandées pour couvrir des sujets tels que le trafic d'alcool et de drogue.

**Contenu médiatique nuisible**

* La décision, qui vise à interdire les contenus médiatiques préjudiciables, y compris la cyberintimidation et les jeux vidéo violents, reconnaît un phénomène croissant tel que le partage d'images pédopornographiques ou d'abus sexuels via la messagerie mobile. Il exige également que les sites Web liés aux abus sexuels soient bloqués.

**délinquance juvénile**

* Le Parlement appelle à une réponse globale à la «délinquance juvénile» au niveau national et européen, par le biais de programmes de prévention et d'intégration sociale des jeunes délinquants , en plus d' une intervention législative . Il appelle également à un plan de prévention de la criminalité chez les jeunes contre l'intimidation dans les écoles et les gangs et promeut des alternatives à la prison.

**Pauvreté des enfants et exclusion sociale**

* Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la pauvreté familiale, axée sur la malnutrition et la prévention des maladies et des abus liés au statut social ou juridique des parents, l'UE devrait veiller à ce qu'il n'y ait pas d'enfants sans abri ou des rues dans l'UE.

**l'agriculture des enfants**

* Les enfants employés légalement devraient recevoir un salaire égal pour un travail de valeur égale. L'esclavage, la servitude pour dettes et le travail nuisible à la santé et à la sécurité sont condamnés.

**Adoption**

* La qualité de l'information, la préparation et le traitement de l'adoption internationale et les services post-adoption devraient être améliorés. L'adoption doit être autorisée dans le pays de l'enfant ou à l'étranger avec des internats, ce qui n'est qu'une solution temporaire.

**Enfants immigrés et enfants dans les conflits armés**

* Les enfants réfugiés, demandeurs d'asile et migrants doivent faire l'objet d'une attention particulière afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits quel que soit le statut juridique de leurs parents. Les mineurs non accompagnés sont souvent victimes de l'exploitation du crime organisé. Des mesures sont également demandées pour protéger les enfants roms, les enfants soldats et les victimes de guerre.

**Éducation et inscription**

* Des améliorations dans l'éducation et la formation des enfants, en particulier des filles, et une meilleure prise en charge des jeunes enfants sont souhaitées. Chaque enfant doit être enregistré, en respectant le droit à la citoyenneté ou à l'identité à la naissance.

**CONTRIBUTIONS DES PAYS DE L' UE AU BUDGET DE L' UE**

* L'Union européenne a adopté des règles sur les méthodes et procédures à suivre par les pays de l'UE en ce qui concerne les contributions de l' UE au [budget](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/budget.html) de l' UE , appelées [ressources propres](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/community_own_resources.html) .

**SE COMPORTER**

* Règlement (UE, Euratom) n° [609/2014 du Conseil du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32014R0609) 26 mai 2014 relatif aux méthodes et procédures de mise à disposition d'actions traditionnelles fondées sur la TVA et le RNB et les mesures pour répondre aux besoins de trésorerie (amendement)

**RÉSUMÉ**

* L'Union européenne, [les ressources propres de l'UE lara](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/community_own_resources.html) connu sous le nom de règles [budgétaires de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/budget.html) l'UE concernant les méthodes et procédures à suivre sur la contribution des pays de l'UE ont adopté .

**QUE FAIT CE RÈGLEMENT ?**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| - | Il fixe les règles régissant les méthodes et procédures par lesquelles les pays de l'UE soumettent leurs ressources de l'UE à la Commission européenne. Les capitaux propres représentent la **majorité des recettes qui financent le budget de l'UE et comprennent**:     |  |  | | --- | --- | | - | Taxes sur les importations en provenance de l'extérieur de l'UE et taxes sur la production de sucre au sein de l'UE, |  |  |  | | --- | --- | | - | Revenu basé sur la part de la [taxe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l31057) sur la [valeur ajoutée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l31057) (TVA) collectée par les pays de l'UE , |  |  |  | | --- | --- | | - | revenu basé sur le revenu national brut \* (RNB) de chaque pays de l'UE. | |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Il identifie également les mesures à prendre pour répondre aux besoins de trésorerie (c'est-à-dire les besoins de trésorerie) le cas échéant. |

**POINTS CLÉS**

|  |  |
| --- | --- |
| - | Ses ressources propres doivent être soumises à la Commission européenne afin d'effectuer les paiements nécessaires convenus dans le budget . |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Les pays de l'UE doivent tenir des comptes et des documents relatifs aux ressources qu'ils collectent et être toujours en mesure de les présenter à la Commission. |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Chaque pays de l'UE doit créditer ses propres ressources sur le compte ouvert au nom de la Commission auprès de son Trésor ou de son organisme désigné. |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Les pays de l'UE doivent tenir des comptes séparés pour les droits non révocables. Ils doivent fournir des informations détaillées sur ces comptes et soumettre des états trimestriels à la Commission. Ceci, la Commission par les pays de l'UE, en particulier ceux résultant de fraudes ou d'irrégularités, fournit les mesures prises pour rassembler leurs ressources de suivi . |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Afin de garantir que le budget de l'UE puisse être financé en toutes circonstances, les pays de l'UE doivent soumettre leurs propres ressources à l'UE à un taux mensuel fixe d'un douzième. Par la suite, ils peuvent ajuster les montants mis à disposition au fur et à mesure qu'ils sont connus, en fonction de l'assiette réelle des fonds propres TVA et des évolutions correspondantes du RNB. |



|  |  |
| --- | --- |
| - | L'impact des modifications des données RNB après la fin de chaque exercice sur le financement des réductions brutes (réductions des contributions liées au RNB de certains pays de l'UE) devrait être clarifié. |

**QUAND CE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

* Depuis le 1er janvier 2014.

**CONTEXTE**

* Règlement (UE, Euratom) n ° [609/2014 est](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32014R0609) l' un des 3 actes législatifs qui composent ce qu'on appelle le paquet «ressources propres liées à l'UE de [cadre financier pluriannuel](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/multiannual_financial_framework.html) (budget de l' UE pour la période 2014-2020 ) . 2 autres actions dans le package :

|  |  |
| --- | --- |
| - | Conseil [Décision 2014/335 / UE, Euratom relative au](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:0601_3) système des ressources propres de l' Union européenne, |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Le propre système de ressources de l' Union européenne détermine les mesures d' application du 26 mai 2014 la [date](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:0601_4) et [608/2014 n °](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:0601_4) Conseil du [règlement (CE, Euratom)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:0601_4) . |

**DIRECTIVES POUR L'IMPACT SUR LE CONCEPT COMMERCIAL**

**RÉSUMÉ:**

[Orientations concernant l'incidence sur la notion de commerce des articles 101 et 102 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52004XC0427%25252806%252529)

**QUEL EST LE BUT DES INSTRUCTIONS ?**

* L'article [101 du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E101) TFUE ( [article](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E101) 81 du traité instituant l'ancienne Communauté européenne (TCE)) comprend les ententes [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l26113%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) et les comportements qui entravent, restreignent ou faussent la concurrence ( accords verticaux [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l26113%2526from%253DEN%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002) et horizontaux [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l26113%2526from%253DEN%2523keyterm_E0003%23keyterm_E0003#keyterm_E0003) ), à quelques exceptions près (article 101 (article 3 ). )) .
* L'article [102 du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E102) TFUE (ancien article 82 du traité instituant la Communauté européenne (TCE)) interdit les abus des entreprises dominantes.
* Ces deux clauses ne s'appliquent que lorsqu'il est déterminé que les accords et pratiques **peuvent affecter de *manière significative*le commerce entre les pays de l'UE**.
* Ces lignes directrices de la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) visent à expliquer et à préciser la méthodologie d' application de **la**notion d' **impact sur le commerce**entre pays de l' UE en matière de litiges en matière de concurrence , reflétant ainsi la jurisprudence donnée par la [Cour de justice de l' Union européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_court_justice.html) .

**POINTS CLÉS**

* **Dans le**cas de l' **article 101 du TFUE**, si l'accord dans son ensemble peut affecter le commerce entre les pays de l'UE, l'intégralité de l'accord est régie par le droit de l'UE, y compris toute partie qui n'affecte pas le commerce entre les seuls pays de l'UE . Lorsque les relations contractuelles entre les mêmes parties portent sur plusieurs activités, ces activités doivent être directement liées pour faire partie du même contrat et faire partie intégrante du même accord commercial général. Dans le cas contraire, chaque activité constitue un contrat distinct .
* **Dans le**cas de l' **article 102 du TFUE**, ce sont les abus qui devraient affecter les échanges entre les pays de l'UE. Un comportement qui fait partie de la stratégie globale poursuivie par l'entreprise dominante doit être évalué en fonction de son impact global. Lorsqu'une entreprise dominante adopte plusieurs pratiques dans le même but (par exemple, tenter d'éliminer ou d'exclure des concurrents), il suffit d'en avoir au moins une pour que l'article 102 du TFUE soit applicable à toutes les pratiques qui font partie de cette stratégie globale. ces pratiques peuvent affecter le commerce entre les pays de l'UE.
* Les lignes directrices se concentrent sur et visent à clarifier 3 questions principales :
  + **Le concept de commerce entre les pays de l'UE**ne devrait pas se limiter à l'échange transfrontalier de biens et services traditionnels. Il s'agit d'un concept plus large qui englobe toutes les activités économiques transfrontalières, y compris l' établissement [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l26113%2526from%253DEN%2523keyterm_E0004%23keyterm_E0004#keyterm_E0004) . Le concept implique qu'il doit y avoir un impact sur l'activité économique transfrontalière impliquant (une partie d') au moins 2 pays de l'UE ;
  + Le sens des mots **« peut affecter », qui**définit la nature de l'impact nécessaire sur le commerce entre les pays de l'UE . Selon le test standard élaboré par la Cour de justice , il devrait être possible de prédire, avec un **degré de probabilité suffisant**, que l' accord ou la pratique peut avoir un effet sur la base d' un ensemble de lois ou de faits objectifs . ou indirectement, réel ou potentiel, sur le modèle commercial entre les pays de l'UE. La compétence du droit de l'UE est établie lorsque l'accord ou la pratique peut affecter la structure concurrentielle au sein de l'UE ;
  + **La**notion d **'« appréciabilité »** : l'effet sur le critère commercial comprend **un élément quantitatif**qui limite la compétence du droit de l'UE aux accords et pratiques pouvant avoir des effets d'une certaine ampleur . L'appréciation peut être évaluée en particulier par référence à la position et à l'importance des entreprises concernées sur le marché des produits concernés. Cette appréciation dépend des circonstances de chaque cas, notamment de la nature de l'accord et de la mise en œuvre, de la nature des produits couverts et de la position sur le marché des entreprises concernées.
* La Commission , en principe , deux pistes lorsque s simultanément rempli , l'accord sur le commerce entre les pays de l'UE a considérablement affecté la capacité d'enregistrement **qui**considère :    
  + **part de marché globale**n'excédant pas 5 % des parties sur le **marché en cause dans l'**UE ; et
  + Dans le cas d' **accords horizontaux**, le **chiffre**d' **affaires annuel total**des entreprises dans les produits en question ne dépasse pas 40 millions d'euros. Dans le cas d' **accords verticaux**, le souci que le **chiffre d'affaires total du fournisseur**ne dépasse pas 40 millions d'euros en produits clos.
* Les lignes directrices comprennent une analyse des diverses formes d'accord et d'application qui donnent une indication de la manière dont le concept d'effet sur le commerce devrait être appliqué dans la pratique.
* L'effet du critère commercial est un critère juridictionnel autonome du droit communautaire. Elle doit être évaluée dans chaque cas séparément et constitue une évaluation différente de la restriction de concurrence .

**QUAND LES DIRECTIVES S'APPLIQUENT-ELLES ?**

Ils s'appliquent depuis le 27 avril 2004.

**ACCÈS AU DOSSIER DE LA COMMISSION EUROPÉENNE**

**RÉSUMÉ:**

[Déclaration de la Commission sur les règles d'accès au dossier de la Commission dans les affaires de concentrations et d'ententes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52005XC1222%25252803%252529)

**QUEL EST L'OBJECTIF DE LA DÉCLARATION DE LA COMMISSION?**

[Il](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/merger.html) contient les règles d'accès au dossier de la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) pour les parties impliquées dans [les](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/antitrust.html) affaires de [fusion](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/merger.html) et d' [antitrust](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/antitrust.html) . La déclaration vise à améliorer la transparence des procédures de [concurrence](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/competition.html) et souligne l'engagement de la Commission en faveur d'une procédure régulière et des droits des parties à la défense.

**POINTS CLÉS**

Par la Commission dans les affaires relevant de l' Accès au dossier , il est destiné à assurer l' exercice effectif des droits de la défense contre tout recours [Article 101](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E101) et [102 e](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E102) dans les circonstances de l' Union européenne et du traité sur le fonctionnement du [règlement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l26096) sur [les concentrations](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l26096) , certaines fusions entre entreprises, comprend une procédure de contrôle.

**L'article 101**(ancien article 81 du traité CE) interdit les accords entre entreprises et associations d'entreprises qui restreignent la concurrence, tels que la fixation des prix ou le partage du marché. **L'article 102**(ancien article 82 du traité CE) interdit aux entreprises d'abuser de leur position dominante sur le marché, par exemple en pratiquant des prix injustes, en limitant la production ou en refusant d'innover. 

**Qui a le droit d'accéder au fichier ?**

L'accès au dossier est accordé sur demande aux personnes, entreprises ou associations d'entreprises récusées par la Commission. L'avis précise qui a le droit de demander l'accès au dossier et dans quelles circonstances. **Avis d'opposition**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l10106%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) la personne, l'entreprise ou l'association d'entreprises , la Commission d'enquête dépose l'accusateur ou le blanchisseur de **toute preuve de**son droit d'être avec ses deux parents .     

L' avis accorde un droit distinct aux plaignants dans les affaires antitrust et aux autres parties intéressées dans les affaires de fusion **un accès limité**à certains documents du dossier . Ces droits, étendue, nature et délais sont traités séparément car ils sont différents du droit d'accès au dossier accordé aux adresses de la déclaration d'opposition.  

En vertu du [droit général](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l14546) d' [accès](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l14546) aux [documents](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l14546)**différents**de [ceux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l14546) qui **ont**le droit de déposer en situation de concurrence en vertu du règlement (CE) n° 1049/2001. Le droit d'accès aux documents a été créé dans un but différent et est soumis à des règles différentes. 

**Documents accessibles et inaccessibles**

**Tous les documents faisant partie de la procédure spéciale**impliquant le **dossier de**la **Commission sont pertinents sur lesquels le**tableau des objections est basé. Le manifeste définit les types de documents accessibles et non. **Seuls 2 types d'informations sont inaccessibles**:   

* Documents internes déterminés à inclure à la fois les documents internes de la Commission et les documents échangés entre la Commission et d'autres autorités publiques ;
* secrets commerciaux et autres informations confidentielles dont la divulgation pourrait causer un préjudice grave à une personne ou à une entreprise. Dans la mesure du possible, la Commission donnera accès aux versions non confidentielles des informations originales.

**Responsabilités des parties envoyant des informations**

Afin d'assurer la protection des secrets commerciaux et autres informations confidentielles, toute personne soumettant des informations à la Commission :

* identifier clairement tout matériel qu'ils considèrent comme confidentiel ;
* fournir une version distincte non masquée ;
* Dans les affaires antitrust, fournissez une brève description de chaque élément d'information supprimé.

**Déclarations de confidentialité**

L' avis explique les critères que la Commission utilise **pour**évaluer **les réclamations relatives à la vie privée**. Il prévoit également que la nécessité de protéger les droits de la défense peut l'emporter sur le souci de protéger les informations confidentielles. 

Confirme que la Commission peut accorder l'accès sous forme électronique ou papier.

**CONTEXTE**

Pour plus d'informations:

* [Législation antitrust](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/competition/antitrust/legislation/legislation.html) ( *Commission européenne*)
* [Législation sur les concentrations](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/competition/mergers/legislation/legislation.html) ( *Commission européenne*).

**MOTS CLÉS**

**: Déclaration de la**Commission **de Recours Déclaration de**son avis préliminaire selon lequel le destinataire peut avoir enfreint les règles de la concurrence.

**RENFORCER LES DROITS DES CONSOMMATEURS DE L'UE**

**RÉSUMÉ:**

[2011/83 / Directive de l'UE sur les droits des consommateurs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32011L0083)

[Directive (UE) 2019/2161 modifiant la directive 93/13/CEE et la directive 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE relative à une meilleure mise en œuvre et à la modernisation des règles de l'UE en matière de protection des consommateurs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32019L2161)

**QUEL EST LE BUT DES INSTRUCTIONS ?**

La **directive**2011 **/**83 **/UE**vise à : 

* accroître la protection des consommateurs en harmonisant plusieurs aspects clés de la législation nationale sur les contrats entre clients et vendeurs ;
* favorise le commerce entre les pays de l'UE, en particulier pour les consommateurs qui achètent en ligne ;

La directive a remplacé la directive vente à distance ( [97/7/CE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31997L0007) ) et la directive porte-à-porte ( [85/577/CEE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31985L0577) ).

La directive **(UE) 2019/2161**relative à une meilleure mise en œuvre et à une modernisation des règles de l'UE en matière de protection des consommateurs **modifie la**directive 2011/83/UE. Les modifications renforcent la protection des consommateurs de l'UE dans divers domaines tels que les achats effectués sur les marchés en ligne, la transparence de la personnalisation des prix [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) et le classement des offres en ligne, et les droits des consommateurs lors de l'utilisation de services en ligne « gratuits » . 

**POINTS CLÉS**

**Jumelles**

* À quelques exceptions près telles que [les voyages et vacances à forfait](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:090405_1) ou les services financiers, [le crédit à la consommation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:co0001) et les [assurances](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:24040301_1) , la **directive**2011 **/**83 **/UE**Directive (UE) La directive (UE) 2019/2161, telle que modifiée, couvre un large éventail de contrats conclus entre commerçants et consommateurs , c'est -à- dire les **contrats de vente**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002) , **les contrats de service s**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0003%23keyterm_E0003#keyterm_E0003) , les **contrats de contenus numériques en ligne**et **les contrats de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité et de chauffage urbain**). Elle s'applique aux contrats conclus en magasin et aux contrats conclus à l'extérieur du bâtiment (par exemple au domicile du consommateur) ou à distance (par exemple en ligne).
* **(CE) 2019/2161 en date des modifications apportées à la directive**, **2011**/ **83**/UE Le champ d'application de la directive, les **commerçants de services numériques aux**consommateurs [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0004%23keyterm_E0004#keyterm_E0004) , ou **le contenu numérique**[\* la](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0005%23keyterm_E0005#keyterm_E0005) fourniture de viande, ou il s'est engagé à fournir et le consommateur **personnel**est élargi pour inclure les contrats où fourniture fournie par ou entreprise. **données**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0006%23keyterm_E0006#keyterm_E0006) . Dans le même temps , 2011/83/CE comme l'exige la directive **du contrat d'information préalable**dans la fourniture à la fois du fournisseur de marché en ligne, le tiers a lieu lorsque le **marché en ligne**du fournisseur **à**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0007%23keyterm_E0007#keyterm_E0007) clarifie le statut des produits proposés aux consommateurs ouvertures .

**Informations sur la responsabilité**

* Avant de conclure un contrat, les commerçants doivent fournir aux consommateurs des informations telles que :
  + leur **identité et leurs coordonnées**;
  + **Le produit a des caractéristiques de base**; et
  + **Les conditions applicables comprennent les conditions de**paiement, le délai de livraison, la durée d'exécution et les conditions contractuelles et de résiliation.
* Les **magasins**entrants ne sont pas déjà ouverts, seules les informations doivent être fournies.
* Les obligations d'information, notamment concernant le droit de rétractation, sont **plus détaillées**(par exemple par mise en ligne, par téléphone ou via) et pour les contrats conclus à distance des locaux (par exemple lorsque le commerçant se rend au domicile du consommateur) pour les contrats conclus.
* La directive (UE) n° 2019/2161 a été modifiée en r , pour les contrats conclus sur le marché en ligne **avec des exigences d'information spécifiques,**comprend un nouvel article sur . Les places de marché en ligne sont tenues d'informer les consommateurs si le fournisseur tiers est un commerçant ou d'un non-marchand (consommateur), d'avertir le consommateur que les règles de l'UE en matière de protection des consommateurs ne peuvent pas être appliquées aux contrats conclus avec des non-marchands et de divulguer qui ils sont. responsable de l'exécution du contrat : le marchand tiers ou la place de marché en ligne elle-même.
* En outre, la directive modifiant la directive (UE) 2019/2161 oblige les commerçants à informer les consommateurs si le prix est personnalisé sur la base d'une prise de décision automatique.

**droit de refus**

* Les consommateurs peuvent **résilier les contrats**à **distance et hors bureau**, sans aucune explication ni paiement , dans un délai de 14 jours à compter de la livraison du bien [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:0904_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0008%23keyterm_E0008#keyterm_E0008) ou de la conclusion du contrat de service , sans préjudice de certaines exceptions. Un formulaire de rétractation standard fourni par le vendeur est suffisant. Si le consommateur n'est pas informé de ses droits, le délai de rétractation est prolongé de 12 mois.
* **Des exceptions**s'appliquent dans divers cas, par exemple pour les produits périssables, les produits scellés ouverts par le consommateur qui ne peuvent pas être retournés pour des raisons de santé ou d'hygiène, et les réservations d'hôtel ou les locations de voitures liées à des dates spécifiques. Des exceptions s'appliquent , sous certaines conditions, aux **contrats de fourniture**de **contenu numérique**qui ne sont pas fournis sur un support matériel , si l'exécution a commencé.
* Lorsque les consommateurs se retirent d'un contrat, ils devraient éviter de l' **utilisation du contenu numérique**ou un **service numérique**et le rendre **disponible à**tiers partis .

**Pas de frais de paiement injustes ni de frais supplémentaires**

* Les commerçants ne doivent pas facturer plus de frais de consommation à partir du terminal de coûts par le commerçant pour le type de paiement respectif.
* Le consommateur ne doit pas payer plus que le tarif téléphonique de base lorsqu'il appelle un commerçant pour obtenir des informations ou pour déposer une réclamation concernant le contrat conclu.
* Les commerçants doivent avoir le consentement exprès d'un consommateur lorsqu'ils fournissent des services payants supplémentaires. Les cases pré-cochées sur le bon de commande ne peuvent pas être utilisées pour de tels paiements .

**pénalités**

* **La modification de la directive (UE) 2019/2161 oblige**les pays de l'UE à introduire des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives **pour**sanctionner les commerçants qui enfreignent les règles nationales transposant la directive .
* La directive modificative (UE) 2019/2161 fournit une liste de critères à appliquer lors de l'application des sanctions. Elle oblige également les pays de l'UE à prévoir la possibilité d'infliger des amendes pouvant atteindre au moins 4 % du chiffre d'affaires d'un commerçant, ou jusqu'à 2 millions d'euros lorsqu'ils collaborent pour identifier les infractions transfrontalières majeures affectant les consommateurs lorsque des informations sur le chiffre d'affaires n'est pas disponible. dans plusieurs pays de l'UE.

**QUAND LES DIRECTIVES S'APPLIQUENT-ELLES ?**

**La directive 2011/83/UE**est en vigueur depuis le 12 décembre 2011 et devait être promulguée dans les pays de l'UE avant le 13 décembre 2013. Il est valable pour les contrats signés après le 13 juin 2014.

**La modification de la directive (UE) 2019/2161**devrait devenir loi dans les pays de l'UE d'ici le 28 novembre **2021**et entrer en vigueur le 28 mai **2022**.  

**CONTEXTE**

Pour plus d'informations:

* [Protection des consommateurs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/info/policies/consumers/consumer-protection_en) ( *Commission européenne*)
* [Fiche d'information - New Deal : Quels avantages vais-je obtenir en tant que consommateur ?](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/info/files/factsheet-new-deal-what-benefits-will-i-get-consumer_en)( *Commission européenne*).

**MOTS CLÉS**

**Personnalisation des prix :**lorsqu'un vendeur/prestataire de services peut définir des prix personnalisés pour différents clients. Cela est de plus en plus possible avec le développement des mégadonnées et de l'analyse et constitue une forme de discrimination par les prix (où le vendeur peut vendre le même produit à différents segments du marché à des prix différents). La tarification personnalisée se produit lorsque les entreprises fixent des prix différents pour les consommateurs individuels ou adaptent les produits individuellement en fonction des préférences des consommateurs .

**Contrat de vente :**Tout contrat par lequel le commerçant transfère ou s'engage à transférer la propriété du bien au consommateur, y compris tout contrat ayant pour objet à la fois un bien et un service.

**Contrat de service :**Tout contrat autre qu'un contrat de vente dans lequel le commerçant fournit ou s'engage à fournir un service au consommateur et au pays consommateur ou s'engage à le payer.

**Service numérique :**

* un service qui permet au consommateur de créer, traiter, stocker ou accéder à des données sous forme numérique ; or
* Un service qui permet le partage numérique ou toute autre interaction avec des données téléchargées ou créées par le consommateur ou d'autres utilisateurs de ce service.

**Contenu numérique :**Données produites et fournies au format **numérique**.

**Données personnelles :**Toute information relative à une personne identifiée ou identifiable.

**Place de marché en ligne :**un service exploité par ou au nom d'un commerçant, y compris un site Web, une partie d'un site Web ou une application, à l'aide d'un logiciel qui permet aux consommateurs de conclure des contrats à distance avec d'autres commerçants ou consommateurs.

**Des biens:**

* tout produit physique portable, y compris l'eau, le gaz et l'électricité, lorsqu'il est vendu en volume limité ou en quantité spécifiée ;
* Tout article physiquement portable (« bien avec des éléments numériques ») qui contient ou est lié à un contenu numérique ou à des services numériques de telle manière que l'absence de contenu numérique ou de service numérique empêche le fonctionnement du bien.

**Relations culturelles internationales - une stratégie de l'UE**

**RÉSUMÉ:**

[Communication conjointe (JOIN (2016) 29 final) - stratégie de coopération culturelle internationale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52016JC0029)

[Article 6 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E006)

**QUEL EST LE BUT DE LA COMMUNICATION ET DE L'ARTICLE 6 ?**

* La communication propose une stratégie pour des relations culturelles internationales plus efficaces (c'est-à-dire un échange d'idées, de points de vue et de points de vue entre différentes cultures) afin de soutenir la priorité de la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) visant à faire de l'UE un participant mondial plus fort, un meilleur partenaire international et un contributeur plus important . à une croissance durable.
* **Il**définit un **modèle de coopération culturelle**entre les pays de l'UE, les institutions culturelles nationales et les institutions privées et publiques qui utilisent la « diplomatie culturelle » pour promouvoir un ordre mondial fondé sur la paix, l' [État de droit](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/rule_of_law.html) , la liberté d'expression, la compréhension mutuelle et le respect des principes fondamentaux valeurs [.](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/rule_of_law.html)valeurs.
* Bien que la politique culturelle concerne principalement les pays de l'UE eux-mêmes, l'article 6 du TFUE stipule que l'UE peut jouer un rôle en soutenant, en coordonnant et en complétant les activités des pays de l'UE dans ce domaine.

**POINTS CLÉS**

La culture n'est pas seulement une question d'art ou de littérature. Il couvre un large éventail d'activités, du dialogue interculturel [\* au](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:4298957%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) tourisme, de l'éducation et de la recherche aux industries créatives, de la préservation du patrimoine au développement de nouvelles technologies, et de l'artisanat à la coopération au développement.

Elle joue également un rôle important dans **la politique étrangère de l'UE**, où la coopération culturelle défie les stéréotypes et les préjugés et où le dialogue peut prévenir les conflits et promouvoir la réconciliation . Il aide à répondre aux défis mondiaux tels que l'intégration des réfugiés, la lutte contre la radicalisation violente et la préservation du patrimoine culturel mondial.    

La culture peut être un outil permettant de générer d' importants **avantages sociaux et économiques,**tels que la participation des citoyens et les revenus du tourisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE .     

La stratégie s'appuie sur et met à jour les communications précédentes sur la [culture et les relations internationales de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:cu0002) l' [UE et le rôle de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:11010202_3) l' [UE dans la coopération au développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:11010202_3)[et](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:cu0002) se concentre sur le renforcement de la coopération culturelle **dans 3 domaines principaux** :     

* Réaliser un **développement social et économique durable en**renforçant les industries culturelles et créatives et en soutenant le rôle des gouvernements locaux . Exemples en action : 
  + [Programme Réseaux Créatifs de la](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.asef.org/projects/programmes/2955-asef-creative-networks) Fondation Asie-Europe ;
  + Soutien de l'UE dans le sud de la Méditerranée pour un projet avec l' [ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.unido.org/) visant à développer des clusters dans les industries culturelles et créatives ;
  + Un [réseau européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://creativehubs.eu/) de [centres créatifs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://creativehubs.eu/) qui comprend tous les pays participant au [programme « Europe créative »](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1002_1) ( province comprenant la Serbie, la Moldavie, la Turquie, la Géorgie et l'Ukraine ).
* Promouvoir des relations pacifiques entre les communautés et les peuples de différentes croyances religieuses. Le dialogue peut aider à développer des sociétés justes, pacifiques et inclusives qui respectent les droits humains et prennent en compte les sensibilités locales, à travers des actions adaptées aux contextes et intérêts culturels spécifiques. Ceci comprend:
  + des programmes de promotion de la culture au sein du [partenariat oriental](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/eastern-partnership_en) , qui comprend l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine ;
  + Soutien à la [Fondation Anna Lindh](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.annalindhfoundation.org/) et à son réseau d'organisations dans 42 pays de l' [Union](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ufmsecretariat.org/) pour la [Méditerranée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ufmsecretariat.org/) .
* Promouvoir la **coopération sur le patrimoine culturel**en favorisant la recherche, la lutte contre le trafic illicite de biens culturels et la promotion de la protection des sites patrimoniaux . La réhabilitation et la promotion du patrimoine culturel attirent le tourisme et stimulent la croissance économique. Les exemples comprennent: 
  + La recherche dans le cadre d' [Horizon 2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:2701_3) pour trouver de nouvelles façons de protéger et de gérer le patrimoine culturel menacé par le changement climatique et les pays tiers peuvent participer ;
  + lutter contre le trafic d'héritage, notamment en soutenant la formation des agents des douanes aux contrôles aux frontières pour aider à la détection précoce des objets volés ;
  + Travailler avec l' [UNESCO](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://en.unesco.org/) pour établir **un mécanisme de réponse rapide**pour la protection des sites du patrimoine culturel . [Le fonds fiduciaire régional de l'UE pour la réponse à la crise en Syrie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/countries/syria/madad_en) contribuera également à la préservation du patrimoine culturel et à la promotion de la diversité culturelle.

La coopération culturelle de l'UE couvre à la fois l'UE et les pays en développement et peut être développée à travers:

* mutualiser les ressources et travailler ensemble dans les pays tiers ;
* une meilleure coopération avec les instituts culturels nationaux au sein de l'UE ;
* Utilisation accrue des ambassades de l'UE dans les pays tiers ( [délégations](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/about/eu-delegations_en) ) ;
* créer des maisons culturelles européennes au service de la population locale, participer à des projets communs et offrir des bourses, des échanges culturels et éducatifs ;
* événements culturels communs de l'UE;
* se concentrer sur des partenaires internationaux stratégiques ;
* Échange d'étudiants, de chercheurs et de diplômés entre pays de l'UE et pays tiers.

Cette stratégie culturelle peut être promue en tirant parti des ressources disponibles telles que :

* [Outil de partenariat](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:28_1) (outil d'accès à l'UE)
* [Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1302_1)
* [Véhicule contribuant à la stabilité et à la paix](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:110102_3)
* [Programme Europe Créative](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eacea.ec.europa.eu/creative-europe_en) (promotion du patrimoine culturel)
* [Politique d'élargissement de l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/enlargement.html) (y compris les politiques culturelles)
* [Politique Européenne de Voisinage](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/neighbourhood_policy.html) (Relations avec 16 pays voisins)
* [Outil de coopération au développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:110102_1)
* [Accord de Cotonou](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:r12101) (coopération de l'UE avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

**TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION À DES FINS DOUANIÈRES**

**RÉSUMÉ:**

[Décision 2009/917 / JAI relative à l'utilisation des technologies de l'information à des fins douanières](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32009D0917)

**QUEL EST L'OBJECTIF DE LA DÉCISION?**

* Elle modifie et met à jour la [convention du système d'information douanière de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:41995A1127%25252802%252529) 1995 [(congrès CIS)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:41995A1127%25252802%252529) et (CE) la rend [compatible avec la](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32008R0766) (CE) n° [766/2008](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32008R0766) (CE) n° [515/97](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31997R0515) modifiée (voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/%253Furi%253DLEGISSUM:l11037) coopération entre pays de l'UE) Une [interprétation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31997R0515) correcte de [européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) législation douanière et agricole [Commission](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) pour assurer sa mise en œuvre .
* Le CIS vise à aider à prévenir, enquêter et poursuivre les violations graves des lois nationales en rendant les informations plus rapidement disponibles, en augmentant l'efficacité de la coopération douanière et des procédures de contrôle des pays de l'UE.

**POINTS CLÉS**

Le CIS consiste en **une base de données centrale**accessible depuis chaque pays de l'UE . Y compris des données personnelles, il contenait des données nécessaires exclusivement dans les domaines suivants pour atteindre son objectif :  

* marchandises (produits qui peuvent être achetés ou vendus);
* moyens de transport;
* entreprises;
* personnes;
* tendances en matière de fraude ;
* disponibilité de l'expertise;
* les objets détenus, confisqués ou confisqués ;
* espèces retenues, confisquées ou confisquées

**Protection des données**

* La directive (UE) [2016/680 s'applique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32016L0680) à la protection des données, sauf indication contraire dans la présente décision .
* Le CIS comprend les données (y compris de nature personnelle) nécessaires pour atteindre l'objectif du système par le biais d'activités telles que la surveillance et la notification, la surveillance secrète, les contrôles spéciaux et l'analyse stratégique et opérationnelle.
* Cette décision respecte les droits fondamentaux et adhère spécifiquement aux principes reconnus par la [Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/charter_fundamental_rights.html) . Elle n'empêche pas les pays de l'UE d'appliquer leurs règles constitutionnelles sur l'accès du public aux documents publics.
* Seuls les pays de l'UE qui fournissent des informations à la base de données CIS ont le droit de modifier, ajouter ou supprimer ces données.
* Les données ne seront conservées que le temps nécessaire pour atteindre l'objectif pour lequel elles ont été saisies. L'exigence de détention est revue par le pays fournisseur au moins une fois par an .

**Base de données d'identification des dossiers douaniers**

* Une base de données spéciale connue sous le nom de base de données d'identité des fichiers douaniers a été créée et a permis aux autorités nationales de savoir si les personnes ou les entreprises sur lesquelles elles ont enquêté faisaient également l'objet d'une enquête ou d'une enquête dans d'autres pays de l'UE. Aux fins de cette base de données, les pays de l'UE partagent entre eux et avec [Europol](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:23040102_1) et [Eurojust](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4369105) une liste de violations graves du droit national : celles passibles d'une peine d'emprisonnement minimale de 12 mois ou d'une amende d'au moins 15 000 €.
* Un pays de l'UE n'est pas obligé de partager des informations avec cette base de données privée lorsque cela porterait atteinte à l'ordre public ou à d'autres intérêts fondamentaux.
* Les données sont supprimées 12 mois après la dernière action d'enquête et conservées pendant 3 ans sauf si une violation est détectée. Ce délai est porté à 6 ans dans les cas où il y a une infraction qui n'aboutit pas à une condamnation, et à 10 ans dans les cas où il y a une condamnation .

**contrôle et gestion**

* Chaque pays de l'UE désigne une ou plusieurs autorités nationales de contrôle chargées de la protection des données à caractère personnel pour effectuer un audit indépendant des données couvertes par la décision. Une autorité de contrôle commune composée de 2 représentants de l'autorité de contrôle nationale compétente de chaque pays de l'UE a également été établie.
* [Le Contrôleur européen de la protection des données](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:0102_11) supervise les activités de la Commission relative au SID .
* Un comité composé de représentants des administrations douanières des pays de l'UE avec la participation de la Commission est responsable de la mise en œuvre et de la mise en œuvre correcte (sur la base de l'unanimité) de la présente décision et du fonctionnement technique et opérationnel approprié (décisions) du SID. majorité des deux tiers).

**QUAND LA DÉCISION EST-ELLE VALABLE ?**

Il est mis en œuvre depuis le 27 mai 2011.

**POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE**

**RÉSUMÉ:**

[Article 4 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E004)

[Article 208 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E208)

[Traité sur l'Union européenne (TUE) Article 21, paragraphe 2, point d)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M021)

**POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE L'UE DANS LES TRAITEMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE**

[L' article 4 du TFUE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E004) autorise l' UE [à](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/development_aid.html) mener des activités dans le domaine de la [coopération au développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/development_aid.html) et à mettre en œuvre une politique commune . Les pays de l'UE peuvent également [utiliser](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/competences.html) leurs propres [compétences](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/competences.html) dans ce domaine .

Comme indiqué dans l' [article 208 de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E208) la politique de développement [de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016E208) l' UE , son objectif principal est de réduire et d'éliminer la pauvreté à long terme. L'article 208 exige également que l' UE et les pays de l'UE honorent les engagements pris dans le cadre des [Nations unies](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://www.un.org/en/) (ONU) et d'autres organisations internationales compétentes .

La politique de développement de l'UE poursuit également les objectifs de l'action extérieure de l'UE visant à soutenir le développement économique, social et environnemental durable des pays en développement, notamment tels [qu'énoncés à l'article 21, paragraphe 2, point d), du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M021) traité sur l'Union européenne (TUE) . L'éradication de la pauvreté est l'objectif premier.

Conformément aux objectifs énoncés à l'article 21, paragraphe 2, du TUE, la politique de développement contribue, entre autres, à la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme, à la préservation de la paix et à la prévention des conflits, et à l'amélioration de la protection de l'environnement. qualité. et la gestion durable des ressources naturelles mondiales, en aidant les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes naturelles ou causées par l'homme, et en promouvant un système international fondé sur une coopération multilatérale renforcée et une bonne gouvernance mondiale.

**POINTS CLÉS**

**Engagements mondiaux**

*L'UE en tant qu'acteur mondial plus fort*

L'UE vise à rassembler tous les outils disponibles de l'UE et des pays de l'UE pour travailler pour un monde plus pacifique et plus prospère. La mise en œuvre complète de la [stratégie globale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/topics/eu-global-strategy_en) de l' [UE (SGUE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/topics/eu-global-strategy_en) en [matière de politique étrangère et de sécurité](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/foreign_security_policy.html) , qui a débuté en 2017, vise à engager les intérêts et principes fondamentaux de l'UE et fournit une vision pour une UE plus fiable, responsable et réactive dans le monde. Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU seront des éléments transversaux dans la mise en œuvre de la SGUE.

Ensemble, l'UE et les pays de l'UE sont le plus grand donateur d'APD. [**Le Fonds européen de développement (FED)**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1103_1) est le principal instrument d'aide au développement de l'UE en faveur de 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et [des pays et régions d'outre](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1105_1) - [mer](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1105_1) dans le cadre de l' [Accord de Cotonou](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253DLEGISSUM:r12101) .       

Grâce à son [instrument de coopération au développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:110102_1) , l'UE vise à promouvoir un développement économique, social et environnemental durable, la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et la bonne gouvernance, ainsi qu'à réduire la pauvreté dans les pays en développement.

*Atténue le consensus européen sur le programme de développement et 2030 tion pour le développement durable*

[Le Programme de développement durable à l'horizon 2030](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld) et les 17 [ODD](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/) adoptés par 193 États membres de l'ONU en 2015, un nouveau cadre mondial pour éradiquer la pauvreté et parvenir à un développement durable dans le monde d'ici 2030.

Conformément à la SGUE, l'UE énonce les principes du [nouveau](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:42017Y0630%25252801%252529) pacte [européen de développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:42017Y0630%25252801%252529) de 2017, en coopération avec les institutions de l'UE et les pays de l'UE pour contribuer à la [réalisation du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf) programme de développement durable à [l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf) horizon 2030 et du [programme d'action d'Addis-Abeba](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/08/AAAA_Outcome.pdf) avec les pays en développement . [Accord de Paris sur](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:20010104_1) le [changement climatique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:20010104_1) , adopté par l' ONU en 2015 .

Le consensus aligne l'action de développement de l'UE sur les ODD et est structuré selon les 5 P qui encadrent l'agenda 2030 (personnes, planète, prospérité, paix et partenariat).

*Financement du développement durable*

L'UE est partie au Programme d'action d'Addis-Abeba, un accord conclu en partenariat avec 193 États membres des Nations Unies lors de la **troisième Conférence internationale sur le financement du développement**. Il fait partie intégrante de l'agenda 2030 et définit un nouveau paradigme de mise en œuvre grâce à l'utilisation efficace d'instruments financiers et non financiers et à l'accent mis sur des actions internes et des politiques saines. Les domaines d'action comprennent : 

* ressources publiques locales
* affaires et finances privées nationales et internationales
* coopération internationale au développement
* Le commerce international comme moteur du développement
* dette et viabilité de la dette
* problèmes systémiques
* la science, la technologie, l' innovation et le renforcement des capacités.

*Plan d'investissement étranger*

Pour aider à atteindre les ODD et bénéficier à la fois des investissements publics et privés, l'UE a créé le [Fonds européen pour le développement durable (FEDD)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4314965) et la garantie FEDD en 2017 . Ils font partie du [plan d'investissement extérieur](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/commission/eu-external-investment-plan_en) de l' [UE (PIE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/commission/eu-external-investment-plan_en) , qui traite du développement durable . l'Afrique subsaharienne mais aussi les difficultés rencontrées dans le [voisinage de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/overview_en) l'UE en transition à travers les réformes .

*poste Cotonou*

[Des négociations sont en](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/rapid/press-release_IP-18-3930_en.htm) cours pour redéfinir les relations futures de l'UE avec les pays ACP . Actuellement, il est défini par l'accord de Cotonou, qui expirera en 2020. L'accord a contribué à réduire la pauvreté, à accroître la stabilité et à intégrer les pays ACP dans l'économie mondiale.

*Efficacité du développement et programmation conjointe - mieux travailler avec les pays de l'UE*

L'UE s'engage à faire en sorte que l'aide au développement soit dépensée aussi efficacement que possible pour atteindre les ODD. À cet égard, il a ratifié plusieurs accords internationaux, notamment :

* [Déclaration de Paris 2005 et Programme d'action d'Accra 2008](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.oecd.org/dac/effectiveness/34428351.pdf) ;
* [Document de résultats de Busan 2011](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2016/03/OUTCOME_DOCUMENT_-_FINAL_EN.pdf) ; et
* [Document de résultats de Nairobi 2016](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://effectivecooperation.org/wp-content/uploads/2016/12/OutcomeDocumentEnglish.pdf) .

Les principes clés de l' **activité**de **développement**redéfinis lors de la réunion de haut niveau de Nairobi en 2016 sont : 

* appropriation des priorités de développement par les pays en développement;
* transparence et responsabilité mutuelle;
* coopération au développement axée sur les résultats; et
* toutes les parties prenantes impliquées dans des partenariats de développement inclusifs.

Ces principes sont mis en pratique dans des programmes et des projets ainsi que par [**une programmation conjointe**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/eu-approach-aid-effectiveness/joint-programming_en) avec divers partenaires de développement de l'UE (UE et pays de l'UE) travaillant dans un pays partenaire et planifiant ensemble la coopération au développement .     

*Cohérence des politiques pour le développement (CPD)*

Grâce à [la cohérence des politiques pour le développement (CPD)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/policy-coherence-development_en) , l' UE cherche à minimiser les retombées négatives de ses politiques sur les pays en développement. Celui-ci vise à :

* promouvoir les synergies entre les différentes politiques de l'UE au profit des pays partenaires et soutenir les ODD ;
* accroître l'efficacité de la coopération au développement.

Pour garantir que les ODD restent pertinents dans leur poursuite, l'UE a intégré la CPD dans les travaux globaux de la Commission sur la mise en œuvre du programme 2030. Les pays de l'UE ont également leurs propres mécanismes pour intégrer la CPD dans leurs politiques nationales. [Les](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd_2019_20_pcdreport.pdf) progrès réalisés par les institutions et les pays de l'UE CPD au cours de la période 2015-2018 sont également visibles dans le [rapport 2019 de l'UE sur l'alignement des politiques au service du développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/swd_2019_20_pcdreport.pdf) .

**Gens**

*Réduire la pauvreté et les inégalités*

Éliminer la pauvreté [SKH 1](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/poverty/) et les inégalités et la discrimination défient notre [SKH 10,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/inequality/) il est situé au centre de la politique de développement de l'UE.

Les premiers résultats de la recherche d'analyse des inégalités, lancée par la Commission en 2017, montrent que :

* l'inégalité des revenus dans les pays en développement est élevée et, en moyenne, plus élevée qu'il y a 30 ans ;
* les inégalités de revenus semblent avoir diminué dans certains pays d'Amérique latine (Brésil, Pérou, Mexique) alors qu'elles ont augmenté dans certains pays d'Asie (Chine et Vietnam) ; et
* L'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne sont les régions les plus inégales du monde.

Les inégalités au niveau national restent un obstacle majeur à une croissance rapide et à la réduction de la pauvreté. Bien que l'extrême pauvreté continue de diminuer dans le monde, elle est toujours répandue en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne.

*développement humain*

Les priorités de la politique de développement de l'UE comprennent l'éradication de la pauvreté ( [ODD 1](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/poverty/) ), la lutte contre les inégalités et la discrimination ( [ODD 10](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://sustainabledevelopment.un.org/sdg10) ) et le fait de ne laisser personne de côté. [L'approche du développement humain se](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-development_en) concentre sur les personnes, leurs opportunités et leurs options. L'UE aide les sociétés et les économies des pays partenaires à devenir plus inclusives et durables afin que tout le monde bénéficie du développement et que personne ne soit laissé pour compte .

*Égalité des genres et autonomisation des femmes*

L'égalité des genres est une valeur fondamentale de l'UE (article 2 du TUE) et un objectif politique inscrit dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (article 19 du TFUE). L'UE, [l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-rights-and-governance/gender_en) en encourageant , comme souligné dans le Consensus européen pour le développement 2017 , [SKH 5](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/) et l'agenda général 2030 contribuent à la facilité de réalisation .

Étant donné que les femmes et les filles représentent la moitié de la population mondiale, l'égalité des sexes est une condition préalable essentielle à un développement durable équitable et inclusif. L'UE vise à permettre aux femmes et aux filles de participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie sociale, économique, politique et civique. En particulier, il soutient l'élimination des obstacles à l'égalité des sexes, tels que les lois discriminatoires, l'accès inégal aux services et à la justice, l'éducation et la santé, l'emploi et l'autonomisation économique, et la participation politique, et l'élimination de la violence sexuelle et sexiste. lutter contre les normes sociales et les stéréotypes de genre et soutenir les mouvements de femmes et la société civile.

Le plan d'action de l'UE sur l'égalité des sexes (2016-2020) définit le cadre pour atteindre ces objectifs prioritaires dans le monde entier par le biais des politiques de relations étrangères de l'UE. En 2017, la [Commission européenne a](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) publié [son](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-288-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF) premier [rapport](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/10102/2017/EN/SWD-2017-288-F1-EN-MAIN-PART-1.PDF) de mise en œuvre du [plan d'action](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/eu-gender-action-plan-ii-gender-equality-and-womens-empowerment-transforming-lives-girls-and-women-0_en) de l' [UE sur l'égalité des sexes 2016-2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/eu-gender-action-plan-ii-gender-equality-and-womens-empowerment-transforming-lives-girls-and-women-0_en) .

L'une des initiatives les plus importantes de l'UE est l' [initiative Spotlight de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-rights-and-democratic-governance/gender-equality/spotlight-initiative_en) 500 millions d'euros , un partenariat unique avec l'ONU pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles . L'initiative rassemble des gouvernements partenaires et la société civile d'Asie, d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine, des Caraïbes et du Pacifique.

*Migration, déplacement forcé et asile*

Si les questions de migration et de mobilité ne sont pas nouvelles, le nombre de migrants internationaux a augmenté ces dernières années, atteignant 258 millions en 2017 (de 220 millions en 2010 à 173 millions en 2000). La plupart des migrants internationaux dans le monde sont des citoyens de pays en développement, et les pays en développement abritent plus de 85 % des personnes déplacées de force dans le monde.

Les défis de l'immigration restent une priorité de l'agenda européen. La Commission européenne en 2017, l'agenda 2030 et le développement de la relation migration-développement conformément au consensus concernant ont continué à aborder de manière proactive . Dans le contexte de la coopération au développement de l'UE, la question de la migration a joué un rôle important en contribuant aux efforts globaux de l'UE dans [le cadre de l'agenda européen en matière de migration](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015DC0240) , de la [déclaration de La Valette](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.consilium.europa.eu/media/21841/political_decl_en.pdf) , [du cadre de partenariat sur la migration](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52016DC0385) et de la nouvelle approche de l'UE , dans le plein respect du développement des [déplacements forcés](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52016DC0234) . buts et principes.

Par le biais d'un certain nombre d'instruments de développement [tels que](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/content/home_en) le [fonds fiduciaire d'urgence](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa_en) pour l' [Afrique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa_en) et [le fonds fiduciaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/content/home_en) régional de [l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/content/home_en) UE [pour la Syrie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/trustfund-syria-region/content/home_en) , mais aussi dans le cadre d'instruments géographiques ordinaires, la Commission européenne a pris des mesures dans les pays partenaires pour relever les défis à court et à long terme et les opportunités découlant de la migration.

Trois aspects en particulier étaient au centre de l'attention :

* 1) s'attaquer aux moteurs/aux causes profondes de la migration irrégulière/du déplacement forcé ;
* 2) accroître la capacité des partenaires pour une meilleure gestion des migrations/réfugiés ;
* 3) maximiser l'impact de la migration sur le développement.

Grâce à cette approche globale, le soutien en 2017 a contribué à la fois à renforcer le dialogue et le partenariat avec les pays partenaires dans le domaine des migrations et à obtenir des résultats tangibles dans l'amélioration de la gestion des migrations, la protection des migrants et réfugiés vulnérables et la maximisation de l'impact positif des migrants sur le développement. . migration.

Entre autres réalisations, l'UE en 2017 :

* engagé 3 milliards d'euros dans la [Facilité en faveur des réfugiés en Turquie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4300997) ; et
* Développé un [programme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017JC0004) de [90 millions d'euros](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017JC0004) pour fournir protection et assistance aux personnes dans le besoin en Libye et pour stabiliser les communautés d'accueil en mettant l'accent sur la route de la Méditerranée centrale ;
* Au 31 décembre 2017, elle avait approuvé un total de 143 projets d'une valeur de 2 388 millions d'euros au titre du fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique ;
* L'Asie, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Pakistan et l'Irak ont ​​adopté une mesure spéciale de 196 millions d'euros par l'intermédiaire de la Commission en septembre 2017 pour relever les défis posés par les déplacements forcés et les migrations prolongés en Asie et au Moyen-Orient.

*Culture, éducation et santé*

L'UE reconnaît le rôle de la [culture dans](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-development/culture_en) la croissance économique et en tant que composante et facilitateur important facilitant :

* l'inclusion sociale
* Liberté d'expression
* création d'identité
* autonomisation civile
* prévention des conflits e.

En 2017, l'UE a convenu :

* conclusions sur une [approche stratégique de l'UE des relations culturelles internationales](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017XG0615%25252803%252529) ;
* Un certain nombre de programmes, tels que [Investissement dans la culture et la créativité,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/commission-implementing-decision_c2017_-_8725_-_annex_2_en.pdf) visent à :
  + améliorer la gouvernance culturelle dans les pays partenaires ;
  + promouvoir la création d'emplois; et
  + pour renforcer le patrimoine culturel.

[L'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/education/) objectif de l' [ODD 4](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/education/) est de fournir une éducation de qualité inclusive et équitable et de promouvoir des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous d'ici 2030. [L'éducation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-development/education_en) est un droit humain fondamental et un bien public. Il joue également un rôle important dans la réalisation des autres ODD grâce à l'apprentissage, aux compétences et à la sensibilisation .

UE en 2017 :

* soutenu plus de 45 pays dans leurs efforts pour renforcer leurs systèmes éducatifs ;
* A travaillé avec le [Partenariat mondial](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.globalpartnership.org/) pour l' [éducation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.globalpartnership.org/) , qui soutient l'éducation de base, en se concentrant sur les pays les plus pauvres et/ou les plus vulnérables ;
* a adopté un programme de 21 millions d'euros pour répondre aux besoins d'éducation dans les crises prolongées, en se concentrant sur l'amélioration de la qualité de l'éducation dans des environnements d'apprentissage sûrs et sur la constitution d'une base de données mondiale pour éclairer le soutien futur.

Santé de l'UE et sur le bien-être de l' [ODD 3](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/health/) à atteindre , [le Fonds mondial](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.theglobalfund.org/en/) et [GAVI, l'Alliance pour le vaccin](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.gavi.org/) soutient [les soins de santé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-development/health_en) dans le domaine du travail et aussi **avec les maladies infectieuses liées à la pauvreté et négligées ont**continué à mener des recherches pour lutter contre . Il a également soutenu des initiatives régionales telles que le deuxième [programme de partenariat de recherche clinique entre l'Europe et les pays en développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:270301_1) et d'autres initiatives multinationales.             

En collaboration avec le [Fonds des Nations Unies pour la population](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.unfpa.org/) , l' UE soutient les efforts visant à accroître la disponibilité de **services de santé reproductive**et **maternelle**de qualité .    

*Sécurité alimentaire et nutritionnelle et agriculture durable*

Neuf personnes de l'une des [insécurités alimentaire et nutritionnelle](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/food-and-agriculture/food-and-nutrition-security_en) souffrent [avec cela](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/food-and-agriculture/food-and-nutrition-security_en) , [SKH 2](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/hunger/) , mettre fin à la faim d'ici 2030, assurant la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition et vise à promouvoir une agriculture durable.

L'agriculture durable, ainsi que la pêche et l'aquaculture durables, sont essentielles pour mettre fin à la faim et assurer la sécurité alimentaire, et restent un moteur essentiel pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable. L'agriculture et la sécurité alimentaire sont des facteurs cruciaux pour obtenir de bons résultats nutritionnels.

L' UE a été l' un des principaux facteurs à l' origine de la publication en 2017 [du Rapport mondial](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/global-report-food-crises-2017_en) sur [les crises alimentaires](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/global-report-food-crises-2017_en) , qui a déclaré qu'environ 108 millions de personnes sont en situation de crise ou d' urgence alimentaire et a identifié les besoins suivants :

* analyser les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire ; et
* pour leurs efforts pour surmonter les difficultés.

L'UE a plusieurs initiatives pour aider à réduire le nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance d'au moins 7 millions d'ici 2025, avec une allocation de 3,5 milliards d'euros pour la période 2014-2020.

L'agriculture durable sur les plans économique, social et environnemental est l'un des principaux thèmes de l'agenda de coopération au développement avec les pays partenaires de l'UE. L'UE concentre ses travaux dans ce secteur sur:

* investir dans les petites exploitations agricoles;
* soutenir les initiatives et programmes gouvernementaux qui favorisent la durabilité et l'innovation dans le secteur agricole;
* promouvoir des pratiques et des technologies agricoles qui augmentent les revenus ruraux tout en étant durables en termes d'eau, de sol, d'écosystèmes et de biodiversité ;
* notamment en encourageant la coopération locale et les partenariats entre agriculteurs, pour aider les agriculteurs à acquérir des terres, des capitaux, etc. améliorer l'accès aux actifs productifs tels que
* soutenir davantage d'investissements privés dans le secteur agricole;
* Autonomiser les femmes dans l'agriculture.

**Planète**

*changement climatique*

L'UE s'est engagée à contribuer à la lutte mondiale contre le [changement climatique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/environment/climate-change-disaster-risk-reduction-and-desertification/climate-change_en) conformément à l' accord de Paris de 20 15 et à l' [ODD 13](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/climate-change/) . Pour intégrer le changement climatique dans nos politiques, stratégies, plans d'investissement et projets, nous plaçons la mise en œuvre de contributions déterminées au niveau national au centre du dialogue politique avec nos pays partenaires afin qu'ils contribuent pleinement à l'Accord de Paris et à l'ODD 13. le changement climatique et l'agenda 2030 doivent aller de pair.

L'UE a intensifié ses efforts pour gérer les risques et s'adapter au changement, conformément au [cadre de Sendai](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework) pour [la réduction des risques de catastrophe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework) . La poursuite de la croissance de l' UE sur l' [ODD 8](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/economic-growth/) et la consommation et la production durables associées L' [ODD 12](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-consumption-production/) est compatible avec une économie à faibles émissions, résistante au climat et soutenant la transition vers une économie verte . Le changement climatique est pertinent pour presque tous les ODD.

Au cours de la période 2014-2018, l'UE a investi 8,2 milliards d'euros pour soutenir l'action climatique. La plus grande part du financement climatique de l'UE est allée aux actions d'adaptation (41 %), suivies des actions de synergie pour l'adaptation et l'atténuation (31 %) et les actions d'atténuation (28 %). Notre objectif est d'encourager de telles actions qui contribuent à la fois à l'adaptation et à l'atténuation.

*Gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles*

L'environnement et les ressources naturelles telles que le sol, les ressources en eau, les forêts, [les stocks de poissons](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/dgs/maritimeaffairs_fisheries/magazine/en/places/making-difference-how-fisheries-contribute-sustainable-development-around-globe) et la biodiversité sont essentiels aux économies des pays en développement et aux moyens de subsistance de leurs citoyens. Leur conservation et leur gestion durable de l'agenda de développement durable à l'horizon 2030 (les ODD sont [6](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/water-and-sanitation/) , [12](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-consumption-production/) , [14](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/oceans/) et [15](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/biodiversity/) y compris ) , pour éliminer la pauvreté, la faim et la santé, la paix, l'eau potable et l'accès à l'assainissement et la croissance durable est essentielle pour. protéger les écosystèmes et lutter contre le changement climatique. L'UE aide les pays partenaires à améliorer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, à gérer de manière durable les terres, l'eau, les forêts et autres ressources naturelles, à conserver la biodiversité, à lutter contre la pollution et à promouvoir des économies vertes inclusives.

*Énergie renouvelable*

L'accès à des services énergétiques modernes et durables est l'un des principaux domaines cibles de l'aide au développement de l'UE. En 2017, la Commission a publié un [document](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15866-2017-INIT/en/pdf) montrant que la coopération en matière d'énergie durable contribue à la mise en œuvre du consensus européen pour le développement .

Dans le cadre des perspectives financières 2014-2020, 3,7 milliards d'euros ont été alloués à la coopération énergétique durable pour le développement afin de contribuer aux trois objectifs de l'UE d'ici 2020 : fournir un accès à l'énergie à environ 40 millions de personnes, augmenter la production d'énergie renouvelable d'environ 6,5 gigawatts et pour contribuer à la lutte contre le changement climatique en enregistrant environ 15 millions de tonnes de CO 2/ an . 

Par exemple , l' UE vise à contribuer à l' [Initiative africaine sur les énergies renouvelables](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/tags/africa-renewable-energy-initiative-arei_en) , en donnant accès à l' énergie durable à 30 millions de personnes en [Afrique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/tags/africa-renewable-energy-initiative-arei_en) et en économisant 11 millions de tonnes de CO , et d' atteindre les objectifs de 5 GW de capacité de production d' énergie renouvelable d' ici 2020 et d' atteindre 5 en 2ans.   

**Bien-être**

*Travailler avec le secteur privé*

Étant donné que les besoins d'investissement dans les pays partenaires sont importants et que les fonds de dotation des gouvernements et des organisations internationales sont insuffisants pour y répondre, l'UE [utilise](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/globalpartnerships/) la [méthode](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/globalpartnerships/) du **mélange**[,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/globalpartnerships/) où les subventions de l'UE sont combinées avec des prêts ou des fonds propres de financiers publics et privés, contribuant ainsi [à l'ODD 17](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/globalpartnerships/) ( mise en œuvre par rapport aux objectifs) renforcer les outils et les partenariats). Le cadre de mixage de l'UE comprend les mécanismes de mixage régionaux suivants :    

* [Facilité d'investissement pour l'Amérique latine](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/node/7336) ;
* [Facilité d'investissement asiatique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/asia/asian-investment-facility-aif_en) ;
* [Facilité d'investissement pour l'Asie centrale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/central-asia/investment-facility-central-asia-ifca_en) ;
* [Facilité d'investissement des Caraïbes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/latin-america/caribbean-investment-facility_en) ;
* [Facilité d'investissement pour le Pacifique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/pacific/investment-facility-pacific-ifp_en) ;
* [Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-africa-infrastructure-trust-fund-eu-aitf_en) ;
* [La Plateforme africaine d'investissement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa-investment-facility_en) et la [Plateforme d'investissement de voisinage](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/neighbourhood-wide/neighbourhood-investment-platform_en) ( gérées par la [Direction générale des négociations de voisinage et d'élargissement (NEAR)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/about/directorate-general_en) ) sont toutes deux intégrées au FEDD dans le cadre du premier volet du PIE (voir Plan d'investissement étranger ci-dessus).

Une innovation clé, la garantie EFSD se concentre sur les objectifs de développement durable dans les pays partenaires tout en utilisant des fonds publics limités pour mobiliser des investissements privés en particulier pour des projets viables qui auraient autrement du mal à démarrer ou à se développer. Le PIE dans son ensemble se concentre sur la suppression des restrictions à l'investissement privé durable et sur le soutien aux réformes prioritaires grâce à un dialogue renforcé avec le secteur privé et les parties prenantes concernées. Accroître les investissements durables et la création d'emplois (ODD 8) est également l'un des principaux objectifs de l'Alliance Afrique-Europe pour l'investissement et l'emploi durables, lancée en septembre 2018.

Le commerce mettant à nu l'UE en novembre 2017 , conjointement avec les pays de l'UE [assurant la prospérité grâce au commerce et à l'investissement,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0667) le yen a été accepté comme stratégie d'aide au commerce . La stratégie vise à promouvoir la fourniture d'une meilleure [aide commerciale de l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:dv0006) dans le but d'aider les pays en développement à tirer pleinement parti du développement de divers instruments politiques de l'UE, en particulier les accords commerciaux et les plans préférentiels de l'UE (y compris [les accords de partenariat économique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/development/economic-partnerships/) et le [plan généralisé de préférences](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:cx0003) ), de manière durable et inclusive.

*croissance agricole*

Les deux tiers des pauvres dans le monde dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, et de nombreux pays en développement dépendent fortement du commerce de quelques produits seulement.

L'UE estime que des niveaux accélérés d'investissement responsable dans l'agriculture et l'agro-industrie, locaux et internationaux, publics et privés, doivent être atteints afin de créer la dynamique nécessaire à une croissance durable et à la résilience dans les zones rurales des pays en développement. Conformément à cette approche, en septembre 2018, le président Jean-Claude Juncker a annoncé la nouvelle Alliance Afrique-Europe pour des investissements et des emplois durables.

L'investissement du secteur privé devrait être encouragé en créant un environnement des affaires bien réglementé et bien entretenu ; Le secteur public a un rôle important à jouer pour y parvenir. Cependant, les niveaux élevés de risque associés à la production, au financement et aux risques de marché restent les principales contraintes à l'accélération des investissements du secteur privé. L'UE contribue à atténuer ces risques par le biais du plan européen d'investissement extérieur (PIE). L'UE soutient des actions de gestion des terres dans une quarantaine de pays avec un budget total d'environ 240 millions d'euros. Au Pérou et au Honduras, des actions financées par l'UE protègent les droits fonciers des peuples autochtones et leur garantissent des biens essentiels (contribuant à l'ODD 2).

*Infrastructures, villes et numérisation*

Les progrès vers l' agenda 2030 nécessitent :

* la construction d'infrastructures flexibles ;
* promouvoir une industrialisation inclusive et durable ; et
* promouvoir l'innovation ( [ODD 9](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/infrastructure-industrialization/) ).

La **transformation numérique en**cours offre des opportunités d'augmenter la création d'emplois et d'accélérer l'accès à des services essentiels de qualité, d'améliorer la transparence et la responsabilité des gouvernements et de favoriser la démocratie. Une condition préalable est une bonne connectivité et une réglementation adaptée pour soutenir la réalisation de l'ODD 9. 

L'UE aide à coordonner le [programme d'infrastructure conjoint Afrique-UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.africa-eu-partnership.org/sites/default/files/documents/agenda_jaes_rgi_2018.pdf) et siège au conseil d'administration du programme de politique de transport en Afrique, soutenant la politique et la stratégie des gouvernements africains et des communautés économiques régionales.

**L'urbanisation rapide**, notamment en Asie et en Afrique , pose des défis de développement majeurs. 2017 a vu le développement du [programme de coopération urbaine internationale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/regional_policy/sources/cooperate/international/pdf/iuc_leaflet_en.pdf) qui partage les meilleures pratiques urbaines entre les villes de l'UE et les villes des pays partenaires stratégiques tels que l'Inde et la Chine, et l' inclusion d'une fenêtre d'investissement spécifique pour les « villes durables » dans le PIE ( [ODD 11](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/cities/) ) . 

**Paix**

*Démocratie, droits de l'homme, bonne gouvernance*

L'UE est fondée sur des valeurs fondamentales telles que le respect de la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme ( TUE [article 2](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M002) ). La promotion de ces valeurs est une priorité clé des relations étrangères ( [article 21](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M021) TUE), traduite dans la stratégie globale de l'UE (SGUE. Soutien de l'UE aux pays partenaires dans la mise en œuvre de l' [ODD 16](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/peace-justice/) sur la [démocratie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/applications/eom/index.cfm%25253Ffuseaction%25253Dc.show_update_observer_cv_en) , l'accès à la justice, la lutte contre la corruption, [droits de l'homme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/sectors/human-rights-and-governance/human-rights_en) et bonne gouvernance par le biais de programmes d'aide au développement dans les pays tiers Les activités entreprises en partenariat avec leurs gouvernements comprennent l'assistance électorale et le soutien aux réformes de la démocratie, de la justice et de la lutte contre la corruption, ainsi que la promotion de l'indépendance des médias et des libertés fondamentales.

En outre, l'UE joue un rôle de premier plan au niveau mondial grâce à son [instrument européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1302_1) spécial [pour la démocratie et les droits de l'homme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1302_1) . Les priorités de l'outil sont éclairées par le plan d'action de l'UE en matière de droits de l'homme et de démocratie (2014-2019). Il se concentre sur le renforcement des institutions et tribunaux internationaux des droits de l'homme et s'adresse principalement à la société civile et aux organes de contrôle indépendants pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme et de la démocratie.

Par exemple, l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme permet des mesures d'urgence et des projets secrets pour protéger les organisations de défense des droits de l'homme et les militants des droits de l'homme opérant dans les environnements les plus difficiles.

Pour un soutien ciblé à la délégation B **, à renforcer les capacités dans le développement des droits de l' homme**prévus . Par exemple **, sur la liberté d'expression,**cela se fait à travers deux programmes :    

* Soutenir la démocratie ; et
* [Media4Democracy](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://epd.eu/media4democracy/) .

*Fragilité et flexibilité*

En 2017, l'UE a adopté [un engagement multisectoriel en faveur de la résilience](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017JC0021) . Un processus pilote a été lancé dans six pays (Tchad, Irak, Myanmar, Nigéria, Soudan et Ouganda) pour tester une approche plus large des relations humanitaire/développement/paix dans des contextes fragiles.

En 2017, les efforts de lutte contre la résilience et les vulnérabilités ont progressé dans les quatre domaines suivants.

* Renforcement du cadre de résilience, notamment avec l'adoption de la déclaration commune «Une approche stratégique de la résilience dans l'action extérieure de l'UE».
* Développer et mettre [en](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/globalstrategy/en/integrated-approach-conflicts) œuvre [une approche intégrée des conflits et crises externes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/globalstrategy/en/integrated-approach-conflicts) . L'approche intégrée rassemble les institutions et outils pertinents de l'UE, ainsi que les pays de l'UE, afin d'avoir une action extérieure plus coordonnée et cohérente. L'objectif global est de renforcer l'influence de l'UE en aidant à prévenir, gérer et résoudre les conflits et les crises.
* Renforcer l'importance de la résilience dans les conflits et les crises, y compris les contrats de réforme du gouvernement et de renforcement de la résilience dans le cadre de nos opérations d'appui budgétaire.
* Brisez les gouvernements des pays fragiles et les [organisations non gouvernementales](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/civil_society_organisation.html) (ONG) dirigées par [le Dialogue international sur la consolidation de la paix et l'édification de l'État](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.pbsbdialogue.org/en/) pour soutenir .

*Sécurité*

L' [instrument contribuant à la stabilité et à l'arrangement pour la paix (ICSP)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:110102_3) est le principal instrument financier de la Commission consacré à la promotion de la stabilité, de la paix et de la résilience dans les pays partenaires. La portée mondiale et l'accent mis sur la sécurité d'ICSP le rendent complémentaire à d'autres instruments financiers ; notamment pour traiter des questions de nature interrégionale ou mondiale, mais aussi là où les instruments géographiques ou thématiques liés aux critères d'aide publique au développement ne peuvent être utilisés. Dans le cadre de la partie programmable de l'IcSP, gérée par la [Direction générale de la coopération internationale et du développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/general_en) (DEVCO) , plus de 260 projets sont en cours, bénéficiant à 70 pays. Les agences des pays partenaires et des pays de l'UE gèrent ces projets conjointement.

Les projets couvrent un large éventail de sujets, tels que : la lutte contre l'extrémisme violent ; assistance technique aux forces de l'ordre pour lutter contre le terrorisme, les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, le crime organisé, le trafic de drogue ou le blanchiment d'argent ; le renforcement des capacités pour améliorer les systèmes judiciaires ; ou protéger les infrastructures critiques. Les outils de soutien peuvent inclure la « formation du formateur », une assistance sur place, des exercices sur le terrain transfrontaliers et réels, et l'élaboration de plans d'action nationaux basés sur des évaluations des besoins et des risques. Depuis janvier 2018, l'UE est en mesure de soutenir le renforcement des capacités pour la sécurité et le développement (CBSD). Dans des cas exceptionnels, une formation et des équipements peuvent être fournis aux armées des pays partenaires pour des activités qui soutiennent les objectifs de développement.

Avec une approche multidimensionnelle qui aborde la sécurité intentionnelle (terrorisme, crime) ainsi qu'accidentelle (Seveso, Fukushima) et environnementale (Ebola), l'IcSP s'est engagé envers divers objectifs de développement durable des Nations Unies et le consensus européen pour le développement, y compris des actions prioritaires clés dans l'UE. Contribue aux domaines clés du quartier.

*sécurité nucléaire*

La Commission européenne ne promeut pas l'énergie nucléaire, qui relève de la seule responsabilité du gouvernement d'un État, mais promeut la sûreté nucléaire. Tout accident nucléaire a un impact mondial sur les sociétés, c'est pourquoi la coopération en matière de sûreté nucléaire est extrêmement importante pour la sûreté et la sécurité des citoyens européens et de l'environnement.

Avec une approche multidimensionnelle qui aborde la sûreté nucléaire, la santé, l'environnement et les questions connexes, le [programme d'instruments de coopération en matière de sécurité nucléaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/funding/funding-instruments-programming/funding-instruments/instrument-nuclear-safety-cooperation_en) contribue à de nombreux domaines clés du consensus européen pour le développement, y compris des actions prioritaires clés dans les pays voisins de l'UE, l'Asie centrale et l'Iran.

Il y a des difficultés dans les pays voisins de l'UE. Ces défis sont principalement liés au démantèlement et à la gestion des déchets radioactifs et à la prolongation de la durée de vie des réacteurs, comme la Biélorussie et la Turquie décidant d'utiliser l'énergie nucléaire, comme l'Arménie et l'Ukraine.

**Partenariats**

[L'ODD 17](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/sustainabledevelopment/globalpartnerships/) fait référence au partenariat dans le développement et souligne l'importance de plateformes multipartites inclusives comme moyen de mettre en œuvre efficacement l'agenda 2030. L'UE s'est engagée à atteindre l'ODD 17, à la fois par ses propres activités et ressources extérieures, et en facilitant sa mise en œuvre par d'autres. L'UE continue de participer aux processus des Nations Unies liés au développement, en particulier au [Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (GPEDC)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://effectivecooperation.org/) , qui [effectue actuellement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://effectivecooperation.org/) un suivi au niveau des pays de l'efficacité du développement .

*Coopération avec la société civile*

[Avec l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52012DC0492) adoption de la Communication de [2012](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52012DC0492) , la Commission européenne a reconnu les organisations non gouvernementales (ONG) en tant qu'acteurs de la gouvernance, et pas seulement en tant que prestataires de services. L'UE comprend également les fondations, la diaspora, les syndicats, les associations professionnelles, etc. Il adopte une approche inclusive et globale de la société pour la mise en œuvre des ODD, élargissant la participation aux ONG non traditionnelles telles que Les fondations en particulier jouent un rôle croissant et influent.

La Commission européenne a favorisé le dialogue et la consultation avec les ONG, notamment à travers le Forum sur les politiques de développement, qui offre un espace d'échange multipartite sur les politiques de développement. Il a signé 25 accords-cadres de partenariat avec des réseaux internationaux et régionaux de la société civile pour soutenir les ONG dans leur contribution à l'élaboration des politiques régionales et mondiales, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre réussie des ODD.

Au niveau des pays, l'UE a préparé 107 feuilles de route pour l'engagement avec la société civile. Les feuilles de route sont le cadre stratégique et global d'un pays qui englobe tout le soutien à la société civile de l'UE, y compris les délégations et les pays de l'UE. Conçues comme une initiative conjointe entre l'Union européenne et ses pays, des feuilles de route ont été introduites pour renforcer les relations de l'Europe avec la société civile.

Pour refléter les valeurs fondamentales de l'Agenda 2030, l'UE a affecté 1,4 milliard d'euros pour 2014-2020 au soutien des OSC aux niveaux mondial et national par le biais du programme des ONG sur les gouvernements locaux, qui met l'accent sur la participation, le partenariat et les dialogues multipartites.

[Le rapport](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/report-eu-engagement-civil-society_en) 2017 sur [l'engagement de l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/report-eu-engagement-civil-society_en) avec la société civile décrit les nombreuses formes et exemples sous lesquels ce soutien a eu lieu et comment il a renforcé l' [engagement de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/report-eu-engagement-civil-society_en) l'Europe avec la société civile.

*Collaboration avec la communauté des donateurs*

Collectivement, l' Union européenne et ses pays sont les [principaux fournisseurs mondiaux d'aide publique au développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/rapid/press-release_IP-19-2075_en.htm) . L'aide européenne au développement représente près de 57 % de l'aide mondiale totale au développement fournie par les donateurs du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. L'UE [travaille](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/eu-approach-aid-effectiveness/joint-programming_en) également [conjointement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/eu-approach-aid-effectiveness/joint-programming_en) au niveau des pays sur des politiques communes et pour mettre en œuvre [des](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/eu-approach-aid-effectiveness/joint-programming_en) approches [communes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/eu-approach-aid-effectiveness/joint-programming_en) , y compris [une programmation conjointe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/policies/eu-approach-aid-effectiveness/joint-programming_en) .

En outre, la Commission européenne mène un **dialogue**régulier sur le **développement**avec **des partenaires non européens**tels que l'Australie, le Canada et le Japon, en partenariat pour mettre en œuvre l'agenda 2030 et le programme d'action d'Addis-Abeba et renforcer le multilatéralisme . Corée et USA. Son cercle de partenaires ne cesse de s'élargir, s'engageant auprès de donateurs nouveaux ou émergents comme ceux du monde arabe.   

*Coopération avec les organisations internationales*

L'UE entretient également des relations stratégiques avec l'ONU et d'autres organisations internationales et institutions financières internationales. Des dialogues stratégiques réguliers de haut niveau ont lieu, ainsi qu'une aide substantielle à travers ces organisations et institutions. L'UE est particulièrement active dans les domaines suivants:

* Démontrer leur soutien aux Nations unies dans **les processus des Nations unies**liés au développement , y compris le forum politique de haut niveau et le forum financier pour le développement, et en particulier par [le](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/delegations/guyana_en/51265/EU-UN%252520renewed%252520partnership%252520in%252520development) biais [du partenariat](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/delegations/guyana_en/51265/EU-UN%252520renewed%252520partnership%252520in%252520development) renouvelé [UE-ONU pour le développement (2018)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/delegations/guyana_en/51265/EU-UN%252520renewed%252520partnership%252520in%252520development) ;
* Dans les discussions et négociations de l' [Organisation de coopération et de développement économiques](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.oecd.org/development/) en participant au Comité d'aide au développement (CAD) ;
* dans **le G20**et le **G7 ont**établi l'agenda ODD 2030 et la mise en œuvre de l'engagement pris ;
* En renforçant ses **partenariats avec les institutions financières**internationales telles que le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et le Fonds monétaire international (FMI) , ainsi qu'avec d'autres **institutions financières**internationales et **européennes et les banques régionales de développement**.

**QUEL EST LE BUT DES ARTICLES DE L'ACCORD SUR LA COMMUNICATION ET L'ÉCONOMIE ET ​​LA POLITIQUE MONÉTAIRE ?**

[Le communiqué](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/economic_monetary_union.html) expose les mesures à prendre pour achever la première phase de [l'Union économique et monétaire (UEM),](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/economic_monetary_union.html) qui a débuté le 1er juillet 2015 , début 2017 . Depuis, une [réflexion](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0291) plus prospective [de la](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0291) Commission européenne a suivi. [Document sur l'approfondissement de l'UEM](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0291) .

Les articles 119, 120 et 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernent la politique économique et monétaire de l'UE. En vertu de ces articles, les pays de l'UE conviennent de :

* coordonner les politiques économiques,
* œuvrer pour assurer la convergence de leurs performances économiques, et
* fonctionne selon les principes de l'économie de marché ouverte.

**POINTS CLÉS**

La communication nécessite :

* **par une**[ère européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_semester.html)**renouvelée**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:1402_4%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) :
  + intégrer plus étroitement la [zone euro](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eurozone.html) et les politiques nationales ,
  + plus d' emphase sur l' emploi et les politiques sociales ,
  + promouvoir la convergence économique en utilisant le benchmarking et les meilleures pratiques,
  + utiliser les [Fonds structurels et d'investissement de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/structural_cohesion_fund.html) UE et l'assistance technique pour soutenir les réformes économiques ;
* **g Raffinement de cette**[gouvernance économique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/economic_governance.html) :
  + Réduire la complexité et accroître la transparence des règles financières,
  + renforcer les procédures pour faire face aux [déséquilibres macroéconomiques](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/mip.html) ,
  + mettre en place des conseils nationaux de la compétitivité pour apporter une expertise indépendante,
  + Pour améliorer la supervision financière de la zone euro, un [européen des institutions financières](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/economy_finance/graphs/2016-10-20_european_fiscal_board_en.htm) de conseil [conseil d' administration](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/economy_finance/graphs/2016-10-20_european_fiscal_board_en.htm) pour créer;
* **une représentation extérieure renforcée de l'**euro, en encourageant les pays de la zone euro à s'exprimer d'une seule voix sur la scène internationale, notamment au [Fonds monétaire international](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.imf.org/external/index.htm) ;
* **se dirige vers une union fiscale**, en particulier :
  + réaliser une [union bancaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/europe_banking_union.html) ,
  + approbation d' un système [européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/banking-union/european-deposit-insurance-scheme_en) commun de [garantie des dépôts](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/banking-union/european-deposit-insurance-scheme_en) ,
  + [création d'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:2405_5) une [union des marchés des capitaux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:2405_5) ;
* Une **légitimité démocratique**plus efficace **en**renforçant le contrôle parlementaire européen des développements de la PEB et en encourageant une participation plus étroite des parlements nationaux .

En mai 2017, la Commission a publié un document de réflexion sur l'approfondissement de l'UEM, sur la base de sa communication de 2015. Il a approuvé **4 principes pour**renforcer la monnaie unique et aborder conjointement les questions d'intérêt commun qui dépassent les frontières nationales . Celles-ci:   

* Les principaux objectifs de l' UEM sont l' **emploi**, la **croissance**, **la justice sociale**, **la convergence économique**et **la stabilité financière**;
* **la réduction**et le **partage des risques**avec une **responsabilité**et une **solidarité**étroitement liées ;
* **Adhésion à l'UEM**(ouverte dans tous les pays de l'UE à l'exception du Royaume-Uni, ( [1](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:1402_4%2526from%253DEN%2523BREXIT%23BREXIT#BREXIT) propriétaire) et au Danemark vos [paramètres de blocage](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/opting_out.html) ) - le marché unique est la clé du bon fonctionnement d'une monnaie unique et son intégrité doit être maintenue ;
* **la prise de décision**, qui doit devenir plus transparente et démocratiquement responsable .

L'article soulignait la nécessité de progresser **dans 3 domaines**: 

* l'achèvement d' **une véritable union financière**, notamment en rendant le secteur bancaire plus résilient ;
* parvenir à **une union économique et financière plus intégrée en**améliorant la stabilité macroéconomique dans la zone euro ;
* renforcer l' architecture de l' UEM par **un partage accru des compétences et des décisions nationales sur**les questions de la zone euro dans un cadre juridique commun .

**CONTEXTE**

Juin 2015 à la Commission , [le Parlement européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_parliament.html) , [la Banque centrale européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_central_bank.html) , le sommet de la zone euro et [les](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eurogroup.html)[chefs de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/5-presidents-report_en.pdf)[Eurogroupe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eurogroup.html) , M PB pour compléter les rapports sur ( [« Rapport des cinq présidents »](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/5-presidents-report_en.pdf) ) qu'ils proposent . La communication détaille la feuille de route de la phase 1 incluse dans leur rapport.     

Le document de réflexion de la Commission sur l'UEM fait partie d'une série lancée par le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe en mars 2017, qui comprend:

* [La dimension sociale de l'Europe u](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0206) une réflexion sur le document et
* Un document de réflexion sur l' [avenir](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0358) des [finances](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0358) de l' [UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52017DC0358) .

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

Il établit un cadre commun de normes statistiques pour la production de données harmonisées dans le domaine de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie.

**POINTS CLÉS**

Le règlement couvre les domaines suivants :

* une.

systèmes d'éducation et de formation;

* 2ème.

d'autres statistiques sur l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie (telles que les statistiques sur le capital humain et les avantages sociaux et économiques de l'éducation).

La production de statistiques au niveau de l'Union européenne (UE) est réalisée par des actions statistiques individuelles, qui comprennent :

* fourniture régulière et en temps utile de statistiques par les pays de l'UE pour le premier domaine;
* dans le deuxième domaine, l'utilisation de variables et d'indicateurs complémentaires issus d'autres systèmes d'information statistique et d'enquêtes ;
* développer, améliorer et mettre à jour des normes et des lignes directrices qui définissent des cadres, des concepts et des méthodes ;
* améliorer la qualité des données dans le contexte du cadre de qualité.

[La Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) tiendra compte des capacités existantes des pays de l'UE en ce qui concerne les actions ci-dessus. Pour les données collectées, les dimensions régionales et de genre seront prises en compte dans la mesure du possible.

La Commission ( [Eurostat](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4301897) ) coopérera également avec l' [Institut de statistique de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx) l' [Organisation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.oecd.org/)[des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.uis.unesco.org/Pages/default.aspx) , l' [Organisation de coopération et de développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.oecd.org/) économiques (OCDE) et d'autres organisations internationales afin d'assurer la comparabilité et d'éviter la duplication des données . Niveau international.

**Systèmes éducatifs (UOE)**

Depuis l'année académique 2012/2013 : iStat pour le système d'éducation et de formation est aux statistiques à la date du 23 septembre 2013 [,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32013R0912) et le règlement (CE) [912/2013 de la](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32013R0912) Commission n° .

**Enquête sur l'éducation des adultes (AES)**

AES 2016 : adultes tout au long de la vie 30 octobre 2014 relatifs aux statistiques sur la participation à l'apprentissage de l' [histoire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32014R1175) et (CE) [1175/2014 chef d'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32014R1175) accusation III du règlement de la Commission .

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Le règlement (CE) n° 452/2008 est en vigueur depuis le 24 juin 2008.

L'amendement au règlement (UE) 2019/1700 entre en vigueur le 1er janvier 2021.

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

* Il détermine :
  + un fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) ;
  + un fonds de garantie de l'UE ;
  + un centre européen de conseil en investissement ; et
  + un portail européen de projets d'investissement.
* Spécifie les conditions de travail.

**POINTS CLÉS**

Capable d'assumer des risques pour la [Banque européenne d'investissement (BEI)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_investment_bank.html) avec des garanties de l'UE, l' EFSI soutient l'investissement et un meilleur accès au financement pour les entreprises comptant jusqu'à 3 000 employés. Une attention particulière est accordée aux [**petites et moyennes entreprises (PME)**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/sme.html) et les petites **moyennes capitalisations**entreprises [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:1701_3%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) .      

La gestion de l'EFSI consiste en :

* un comité de pilotage ;
* un directeur général ;
* directeur général adjoint; et
* un comité d'investissement.

La gestion de l'EFSI repose sur un accord entre la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) et la BEI .

En principe, l'EFSI soutient des projets plus risqués que la BEI ne soutient normalement et qui visent la création d'emplois et une croissance économique durable .

Pour **bénéficier du**soutien de l'EFSI, les projets doivent avoir : 

* économiquement et techniquement faisable;
* tirer le meilleur parti des investissements du secteur privé;
* être cohérent avec les politiques de l'UE ; et
* apporter un **supplément**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:1701_3%2526from%253DEN%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002) en remédiant aux défaillances du marché ou aux situations d'investissement sous-optimales .

**Garantie de l'UE et fonds de garantie**

La garantie peut être utilisée à des fins telles que :

* par exemple la recherche, le développement et l'innovation
  + Projets compatibles avec [Horizon 2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/horizon_2020.html)
  + infrastructures de recherche
  + transfert de connaissances et de technologie;
* le développement du secteur de l' énergie (par exemple l'efficacité énergétique, les ressources renouvelables), les infrastructures et équipements de transport, ainsi que la protection de l'environnement et l'efficacité des ressources ;
* développement et diffusion des technologies de l'information et de la communication;
* capital humain ( éducation), culture et industries créatives, et santé (médicaments plus efficaces) ;
* Soutien financier aux entreprises jusqu'à 3 000 employés (par exemple, fonds de roulement et financement à risque).

La garantie peut être utilisée pour couvrir des prêts de la BEI ou d'autres formes de financement ou des prêts en faveur de [banques](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eib.org/about/partners/npbis/index.htm) ou d'institutions nationales de [promotion](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eib.org/about/partners/npbis/index.htm) , de plateformes ou de fonds d'investissement . Les financements ou garanties [de la BEI au Fonds européen d'investissement (FEI)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:o10007) sont également éligibles à la couverture des garanties.

La garantie de l'UE ne peut excéder **16 milliards d'euros**. 

Fonds de garantie de l'UE, le [budget](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/budget.html) global de l' [UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/budget.html) et l'année provenant d'autres sources de revenus, telles que le retour sur investissement financé par les PA .

**Centre européen de conseil en investissement**

* Fournit un soutien en matière de conseil pour identifier et développer des projets d'investissement dans les [hubs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eib.org/eiah/index.htm) .
* Il agit comme un **seul point d'entrée**pour une assistance technique dans les domaines liés EFSI, notamment l' efficacité énergétique et les infrastructures de transport .
* L'UE contribue jusqu'à 20 millions d'euros par an à ses coûts d'ici la fin de 2020.

**Portail européen des projets d'investissement**

Il s'agit d'une [base](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/priorities/european-investment-project-portal-eipp_en) de [données](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/priorities/european-investment-project-portal-eipp_en) publique et conviviale contenant des détails sur les projets d'investissement actuels et futurs dans l'UE .

**Accord entre le**[**Parlement européen (PE)**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_parliament.html)**et l'IE B**

Au printemps 2017, le PE et la BEI ont signé un [accord au](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22017A0519%25252801%252529) titre du règlement (UE) 2015/1017 (article 17) . Il porte sur les modalités détaillées du partage d'informations entre le PE et la BEI, y compris la procédure de sélection du directeur général de l'EFSI et du directeur général adjoint de l'EFSI.

À la demande du PA, le président et le directeur général de l'EFSI feront rapport au PE sur les performances de l'EFSI. Cela peut inclure la participation à des audiences devant l'AP, la publication de rapports et la réponse à des questions.

**Prolongation de l'EFSI**

L'EFSI ayant été créé pour une durée initiale de 3 ans, le règlement [2015/1017 a](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32017R2396) été remplacé par le règlement (UE) [2017/2396](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32017R2396) en décembre 2017 :

* Prolonge la durée de vie de l'EFSI jusqu'à la fin du [cadre financier pluriannuel](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/multiannual_financial_framework.html) actuel afin de garantir qu'au moins **500 milliards d'euros d'**investissements privés et publics soient mobilisés d' ici 2020 ;
* Les augmentations **garantissent l'UE**à **26 milliards d'euros**;
* augmente la **contribution**de la **BEI**de **7,5 milliards d'euros pour**toute la période d'investissement;
* fixe le **taux cible**du **fonds de**garantie de l'UE **à 35 % de l'**obligation totale de garantie de l'UE **pour**assurer une protection adéquate ;
* Permet les transferts de recouvrement et les remboursements au titre du règlement (UE [)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:3207_2) n° 1316/2013 ainsi que l' allocation au [mécanisme européen de connectivité (MIE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:3207_2) ainsi que [l'instrument de prêt du MIE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/growth-and-investment/financing-investment/connecting-europe-facility-cef-financial-instruments_en) et les investissements supplémentaires du [Fonds européen pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures (Fonds Marguerite)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.marguerite.com/about-us/background/) Financer partiellement la contribution au fonds de garantie de l'UE sur le budget général de l'UE pour

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Il est mis en œuvre depuis le 4 juillet 2015.

**CONTEXTE**

Pour plus d'informations:

* [Plan d'investissement pour l'Europe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/commission/priorities/jobs-growth-and-investment/investment-plan_en) ( *Commission européenne*)
* [Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eib.org/efsi/index.htm) ( *Banque européenne d'investissement*).

**MOTS CLÉS**

**Moyenne capitalisation :**bien qu'il n'existe pas de définition commune de l'UE, ces entreprises, également appelées entreprises de taille moyenne, emploient généralement entre 250 et 3 000 salariés.

**Addendum : dans**ce contexte, aucun financement de l'EFSI ne peut remplacer les dépenses nationales d'un pays de l'UE, un financement au titre d'un programme de l'UE ou des opérations standard de la BEI.

**Haute performance, faible coût, faible émission de carbone et énergie durable**

La stratégie de l'UE en matière d'innovation et de technologies énergétiques fait partie intégrante de la politique énergétique de l'UE. Il vise à développer davantage la technologie et l'innovation énergétiques.

**SE COMPORTER**

Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions - Technologies énergétiques et innovation ( [COM (2013) 253 final](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52013DC0253) , 2 mai 2013)

**RÉSUMÉ**

La stratégie de l'UE en matière d'innovation et de technologies énergétiques fait partie intégrante de la politique énergétique de l'UE. Il vise à développer davantage la technologie et l'innovation énergétiques.

**QUE FAIT CETTE COMMUNICATION ?**

Il présente une stratégie qui complète la législation existante pour garantir que l'UE continue de disposer d'un secteur de pointe en matière de technologie et d'innovation, capable de relever les défis énergétiques pour 2020 et au-delà.

Il vise à mettre sur le marché [des](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:180101_2) technologies [énergétiques](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:180101_2) à [haute performance, à faible coût, à faible émission de carbone et durables](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:180101_2) , atteignant ainsi les objectifs d' [Europe 2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:em0028) , une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

**POINTS CLÉS**

Cette communication porte sur les principes suivants :

* examiner l'ensemble du système énergétique lors de l'établissement des priorités (c'est-à-dire comment une seule technologie affecte l' ensemble du système énergétique ) ;
* renforcer le lien entre innovation et politique énergétique ;
* Laisser une mutualisation des moyens financiers destinés à la recherche et à l'innovation ; et
* Se concentrer sur les technologies pour l'après-2020.

La Commission européenne, en collaboration avec les parties prenantes du plan [stratégique de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:en0019) l' UE pour [les technologies énergétiques (SET)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:en0019) \* , vise à assurer l'élaboration d'une feuille de route intégrée (sous la direction du groupe de pilotage du plan SET) qui :

* 1. Combine les feuilles de route technologiques du plan SET ;
* 2. couvre l'ensemble de la chaîne de recherche et d'innovation (de la recherche fondamentale à la mise sur le marché) ; et
* 3. [Il](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eera-set.eu/) définit des rôles et des tâches clairs pour diverses parties prenantes telles que l' [Association européenne de recherche énergétique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eera-set.eu/) (EERA) et l' [Institut européen d'innovation et de technologie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:2702_1) (EIT) .

En outre, un plan d'action composé d'investissements conjoints et individuels soutenant la feuille de route intégrée devrait être défini.

La Commission et les pays de l'UE renforceront [l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://setis.ec.europa.eu/set-plan-process/integrated-roadmap-and-action-plan) établissement de rapports et le suivi de la [feuille de route et du plan d'action intégrés](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://setis.ec.europa.eu/set-plan-process/integrated-roadmap-and-action-plan) par le biais du [système d'information stratégique sur les technologies énergétiques](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://setis.ec.europa.eu/about-setis) (SETIS) du plan SET .

La Commission mettra en place une structure de coordination (sous le groupe de pilotage du plan SET) pour encourager les investissements dans la recherche et l'innovation en matière d'efficacité énergétique.

La déclaration appelle le Parlement européen et le Conseil européen à :

* réaffirmer leur soutien au plan SET ;
* Réaffirmer les principes fondamentaux et les développements nécessaires pour la technologie et l'innovation énergétiques dans l'UE ; et
* Soutenir l'harmonisation des ressources européennes, nationales et privées pour contribuer à cette stratégie.

**CONTEXTE**

Les technologies à faible émission de carbone (c'est-à-dire l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou le captage et le stockage du carbone), la [réduction des émissions de gaz à effet de serre](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:2001_10) (GES) , le développement énergétique durable, la création d'emplois, la dépendance de la croissance économique et des fournisseurs d'énergie externes de l'Europe [à réduire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:2001_10) ont un grand potentiel . Mais l'innovation dans ce domaine est souvent coûteuse, risquée et lente, une stratégie est donc nécessaire pour son développement.

**QUE FAIT CETTE COMMUNICATION ?**

[La Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) adopte chaque année le « paquet élargissement », un ensemble de documents décrivant sa politique en matière d' [élargissement de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/enlargement.html) UE .

Ce paquet comprend le [document de stratégie pour](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015DC0611) l' [élargissement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015DC0611) , qui trace la voie à suivre et dresse l' [inventaire des](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015DC0611) progrès accomplis par chaque [pays candidat](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/applicant_countries.html) et chaque pays candidat potentiel . Le document de stratégie est accompagné de rapports détaillés sur chacun des pays.

**POINTS CLÉS**

En plus de la stratégie globale, le paquet comprend les rapports suivants examinant les progrès accomplis par chaque pays candidat et candidat potentiel par rapport à l'année précédente et définissant les orientations sur les priorités de réforme :

* [Rapport Monténégro 2015](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0210)
* [Rapport 2015 sur l'ex-République yougoslave de Macédoine](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0212)
* [Rapport Albanie 2015](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0213)
* [Rapport Serbie 2015](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0211)
* [Rapport Turquie 2015](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0216)
* [Rapport 2015 sur la Bosnie-Herzégovine](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0214)
* [Kosovo \* Rapport 2015](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52015SC0215)

**\***Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut, de la [résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations Unies](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get%253FOpen%2526DS%253DS/RES/1244%252520(1999)%2526Lang%253DE%2526Area%253DUNDOC) et de [l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.icj-cij.org/en/case/141) et [est compatible](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://daccess-ods.un.org/access.nsf/Get%253FOpen%2526DS%253DS/RES/1244%252520(1999)%2526Lang%253DE%2526Area%253DUNDOC) .

**CONTEXTE**

* Pour plus d'informations , consultez la section [« Vérifier la situation actuelle »](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/enlargement/countries/check-current-status/index_en.htm) sur le site Web de la Commission européenne .

**QUEL EST L'OBJECTIF DE LA DÉCISION?**

Il vise à fournir :

* Les instruments financiers de l'UE soutenant les [petites et moyennes entreprises (PME)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/sme.html) peuvent apporter une réponse rapide en établissant un modèle de convention de financement pour garantir des conditions uniformes et un traitement égal pour et entre les pays participants de l'UE utilisant les ressources ;
* Des règles cohérentes concernant les contributions de ces ressources à toute convention de financement individuelle à signer par les pays de l'UE participants et la [Banque européenne d'investissement (BEI)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_investment_bank.html) ou [le Fonds européen d'investissement (FEI)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eif.org/) , ainsi que les accords d'autorisation pour d'autres ressources, sont la compétitivité de entreprises et petites et moyennes entreprises ( [COSME).](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1901_3) ) et les programmes [Horizon 2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/horizon_2020.html) .

**POINTS CLÉS**

**Jumelles**

La résolution précise le modèle de convention de financement de la contrepartie financière :

* entre le [Fonds européen de développement régional (FEDER)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:2602_3) et [le Fonds européen agricole pour le développement rural](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:0301_1) ;
* Pour **ouvrir la garantie solidaire**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:4340536%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) et la **titrisation**[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:4340536%2526from%253DEN%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002) Instruments financiers en faveur des PME ; et
* Signé entre la BEI ou le FEI et chaque pays participant de l'UE.

**Des règles**

Les règles relatives au modèle de convention de financement sont précisées en annexe de la décision. Ils couvrent une gamme d'éléments, notamment :

* critères d'éligibilité et d'exclusion des nouveaux financements par emprunt [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:4340536%2526from%253DEN%2523keyterm_E0003%23keyterm_E0003#keyterm_E0003) ;
* principes généraux d'application et de gestion de deux instruments financiers;
* couverture régionale;
* effets de levier minimaux, jalons et pénalités ;
* les devoirs et responsabilités du FEI ;
* sélection des intermédiaires financiers et accords opérationnels ;
* Administration;
* contributions.

**QUAND LA DÉCISION EST-ELLE VALABLE ?**

Il est mis en œuvre depuis le 13 septembre 2014.

**CONTEXTE**

Pour plus d'informations:

* [Développement rural 2014-2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/agriculture/rural-development-2014-2020_en) ( *Commission européenne*)
* [Fonds européen de développement régional](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/erdf/) ( *Commission européenne*)
* [L'Europe et encore un système de gestion de fonds dans l'Union européenne - FEDER](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/sfc/en/2014/fund/erdf) ( *Commission européenne*).

**MOTS CLÉS**

**Garantie conjointe sans limite :**fournit aux banques qui créent de nouveaux portefeuilles de prêts des garanties de portefeuille sans plafond et des réductions partielles de capital anticipées. En retour, les créateurs transmettent les avantages de l'outil aux PME sous la forme d'une acceptation de clients à plus haut risque, d'exigences de garantie réduites et/ou de prix plus bas.

**Titrisation : Adossée**à un portefeuille de prêts existants. En contrepartie, les créateurs s'engagent expressément à engager de nouveaux financements européens en faveur des PME des régions concernées conformément aux critères d'éligibilité auxquels les fonds européens contribuent à la structure.

**Nouveaux financements par emprunt :**Nouveaux prêts, baux ou garanties aux acheteurs finaux créés par l'intermédiaire financier jusqu'au 31 décembre 2023 au plus tard, selon les modalités prévues dans les accords opérationnels.

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

* Ce règlement, le règlement sur le mécanisme de surveillance (MMR), étend et améliore considérablement le mécanisme précédent de surveillance des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l' [UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_union.html) .
* Il vise à développer des procédures et des règles de suivi et de reporting des émissions de gaz à effet de serre.
* De l'UE [2020 Climat et le paquet énergie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2020_en) et [la Convention - cadre sur les changements climatiques des Nations Unies](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://unfccc.int/2860.php) (CCNUCC), la décision finale adoptée par le inclut de nouvelles exigences en matière de rapports et de suivi nés [et](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/2020_en)[280/2004 / CE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/%253Furi%253DCELEX:32004D0280) établi en vertu de la décision remplace l'ancien mécanisme de suivi .

**POINTS CLÉS**

Arrangement:

* améliore **les**procédures et règles de **suivi, de reporting et d'examen**permettant la mise en œuvre des engagements internes et externes ;
* États [membres de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/member_states.html) UE [de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/member_states.html) l'inventaire des gaz à effet de serre visant à améliorer la transparence et l'exhaustivité de l' **inventaire des gaz à effet de serre à l'**échelle de l' UE [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:2001_11%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) ensembles de systèmes ;
* **Combine**les connaissances des États membres sur leur propre **planification et stratégies d' adaptation au changement climatique**, couvrant des questions telles que les inondations, les sécheresses et les températures extrêmes ;
* Améliore les rapports sur **le soutien financier et technologique**fourni par l'UE et les États membres aux pays en développement ;
* L' **actualité, la transparence, l'exactitude, l'exactitude et l'exhaustivité des données fournies**sont signalées par l'UE et les États membres.

**abrogation**

Le règlement (UE) n° 525/2013 a été abrogé et remplacé par le règlement (UE) [2018/1999](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex%25253A32018R1999) (voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4372643) au 30 décembre 2020, bien que certaines mesures temporaires soient toujours en vigueur).

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Il est mis en œuvre depuis le 8 juillet 2013.

**CONTEXTE**

* Après plusieurs négociations internationales sur le climat et de nouvelles exigences de la CCNUCC, et compte tenu de la nouvelle législation de l'UE , la décision 280/2004/CE, qui comprenait des mesures moins strictes pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre de l'UE et mettre en œuvre le [protocole de Kyoto](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/kyoto_protocol.html) , devait être considérablement améliorée.
* En 2013, l'UE a adopté la décision 280/2004/CE abrogeant la décision MMR. Cela lui a permis de disposer d'un mécanisme de rapport solide sur les projections, les politiques et les mesures de l'UE concernant les émissions de gaz à effet de serre.
* [La Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) publie chaque année son rapport d'avancement sur l'action pour le climat. Il fait également régulièrement rapport à l'ONU.
* Pour plus d'informations:
  + [Surveillance et déclaration des émissions](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/clima/policies/strategies/progress/monitoring_en) ( *Commission européenne*)
  + [Atténuation du changement climatique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://www.eea.europa.eu/themes/climate) ( *Agence européenne pour l'environnement*).

**MOTS CLÉS**

**Inventaire des gaz à effet de serre :**il s'agit d'un inventaire des émissions qui suit 7 différents gaz à effet de serre de tous les secteurs, y compris l'énergie, les procédés industriels, les déchets, l'agriculture et l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF). L'inventaire des gaz à effet de serre de l'UE est préparé chaque année par la Commission européenne avec l'aide de l'Agence européenne pour l'environnement.

**QUEL EST L'OBJECTIF DE LA DÉCISION?**

* Conclut la Convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuro-méditerranéennes [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:rx0014%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) .
* Cette convention garantit que les pays de la région pan-euro-méditerranéenne (énumérés dans les points clés ci-dessous) bénéficient de règles communes et d'un traitement douanier préférentiel.
* Il vise à promouvoir une intégration économique plus poussée et des liens commerciaux plus solides dans la région.

**POINTS CLÉS**

Un accord régional sur l'origine des marchandises échangées dans la région paneuro-méditerranéenne a été signé au nom de l'UE en avril 2011. Le contrat rassemble toutes les règles concernant l'origine des marchandises échangées dans le commerce dans **un seul document juridique**. Près de 60 accords de libre-échange ( STA [)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/glossary/terms/sap_en) bilatéraux entre les pays de la région pan-euro-méditerranéenne, y compris le [processus](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/glossary/terms/sap_en) de [stabilisation et d'association (PAS ) de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/policy/glossary/terms/sap_en) l' UE .  

**Parties contractantes**

Outre l'UE, les parties contractantes à ce contrat sont :

* [États de l'Association européenne de libre-échange (AELE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.efta.int/) : Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse ;
* [Les](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eeas.europa.eu/archives/docs/euromed/docs/bd_en.pdf) signataires de la [déclaration de Barcelone](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eeas.europa.eu/archives/docs/euromed/docs/bd_en.pdf) : Algérie, Egypte, Israël, Jordanie , Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Syrie, Tunisie et Turquie ;
* Féroé ;
* Participants au processus PAS : Bosnie-Herzégovine, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Albanie, Monténégro et Serbie et Kosovo ( 1);
* République de Moldavie, Géorgie et Ukraine.

**produits sources**

Pour appliquer les préférences tarifaires, l'origine des marchandises doit être déterminée. Les marchandises sont considérées comme des produits originaires de la zone de cumul pan-euro-méditerranéen si :

* entièrement acquis sur le territoire d'une partie contractante (par exemple, dans le cas d'animaux extraits, récoltés ou vivants, nés et élevés);
* Se compose de matières originaires de pays non contractants (matières non originaires) mais suffisamment transformées ou transformées sur le territoire d'une partie contractante (annexe I, annexe II);
* importés dans l' [Espace économique européen (EEE)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:em0024) et exportés vers une autre partie contractante.

**Zone de cumul pan-euro-méditerranéen**

Le contrat fonctionne sur la base d' un **système d' accumulation**dans lequel les parties contractantes peuvent utiliser des produits originaires les uns des autres comme s'ils étaient de fabrication nationale . Dans le système d'origine pan-euro-méditerranéen de cumul , un [cumul croisé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.wcoomd.org/en/topics/origin/instrument-and-tools/comparative-study-on-preferential-rules-of-origin/specific-topics/study-annex/cum-dia.aspx) système [fonctionne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.wcoomd.org/en/topics/origin/instrument-and-tools/comparative-study-on-preferential-rules-of-origin/specific-topics/study-annex/cum-dia.aspx) entre l'UE et la plupart des pays concernés .  

**preuve d'origine**

* Pays d'exportation délivrer les **certificats de circulation des**autorités douanières [EUR.1](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://www.chamber-international.com/exporting-chamber-international/documentation-for-export-and-import/eur-1-certificates/) comme preuve des revendications d'origine ou EUR-MED. Cela permet aux importateurs d'autres parties contractantes de bénéficier d'arrangements tarifaires préférentiels.
* Une **déclaration d'origine**ou une déclaration d'origine EUR-MED peut également être délivrée par un exportateur agréé.

**Modalités de coopération administrative**

Les autorités douanières des Parties agiront en coordination les unes avec les autres (par exemple en partageant des échantillons d'empreintes de timbres utilisés pour la délivrance des certificats de circulation EUR.1 et EUR-MED ou la vérification des preuves d'origine).

**Gestion et mise en œuvre**

Un comité paritaire de représentants de toutes les parties contractantes assure la gestion et l'exécution du contrat.

( 1) Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut, et [la résolution 1244 S du Conseil de sécurité des Nations unies porte décision](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/172/89/PDF/N9917289.pdf%253FOpenElement) et sur la déclaration d'indépendance du Kosovo de [la Cour internationale de justice L'avis](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.icj-cij.org/files/case-related/141/16012.pdf) est compatible avec . 

**QUAND LA DÉCISION EST-ELLE VALABLE ?**

Il est mis en œuvre depuis le 26 mars 2012.

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

Il énonce le principe de base selon lequel les exportations de produits des pays de l'UE vers d'autres pays ne sont pas soumises à des restrictions quantitatives. Elle fixe également les règles d'une procédure de prise de mesures conservatoires.

**POINTS CLÉS**

Le règlement s'applique à tous les produits industriels ou agricoles.

**Mesures protectives**

* [La Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) peut soumettre l'exportation d'un bien à la production d'un permis d'exportation pour éviter une situation critique résultant d'une pénurie de produits essentiels . Les mesures peuvent être limitées aux exportations vers certains pays ou aux exportations de certaines régions de l'UE. Cependant, cela n'affectera pas les produits qui traversent actuellement la frontière de l'UE .
* Dans le contexte de l'épidémie de COVID-19, par exemple, le règlement d'exécution (UE) [2020/402 a](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32020R0402) exigé que certains équipements de protection individuelle soient autorisés - qu'ils soient d'origine européenne ou non - pour une durée limitée . [Par](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_free_trade_association.html) les autorités compétentes des pays de l'UE pour l'exportation en dehors de l'UE, à l'exception [des](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_free_trade_association.html) pays de l' [Union européenne libre](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_free_trade_association.html) , des régions connectées aux chaînes d'approvisionnement de l' UE (par exemple Andorre) et de certains [territoires d'outre-mer](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:1105_1) . La mesure visait à garantir la disponibilité d'équipements de protection individuelle dans les pays de l'UE pour empêcher la propagation du COVID-19. Sont répertoriés les produits qui précisent la procédure de demande [d'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/implementing_acts.html) autorisation d' [action coercitive](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/implementing_acts.html) et qui nécessitent une autorisation de l'annexe I (lunettes et visières de sécurité, gants, vêtements de protection, équipements de protection bouche-nez et écrans faciaux) .
* La Commission devrait prendre toutes les mesures de protection dans l'intérêt de l'UE, en tenant compte des obligations internationales existantes ( découlant par exemple de l'adhésion de l'UE à l' [Organisation mondiale du commerce](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:r11010) ) .

**Informations et conseils**

* Si un pays de l'UE considère que des mesures de protection peuvent être nécessaires en raison de développements inhabituels sur le marché, il doit en informer la Commission. Ce dernier conseille ensuite les autres pays de l'UE.
* La Commission peut demander aux pays de l'UE de fournir des données statistiques sur les tendances du marché d'un produit particulier afin d'évaluer la situation économique et commerciale de ce produit.

**application**

Le comité des sauvegardes , composé de représentants des pays de l'UE [et](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:070202_3) institué en vertu du règlement (UE) n° [2015/478](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32015R0478) concernant [des règles communes en matière](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:070202_3) d' [importation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:070202_3) , assiste la Commission dans la mise en œuvre du règlement.   

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Il est mis en œuvre depuis le 16 avril 2015. (CE) n° [1061/2009](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32009R1061) Non. Le règlement à effet immédiat [est relevé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32009R1061) .

**CONTEXTE**

Le règlement [régit la](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/codification.html) portée du règlement (CE) n° 1061/2009 du Conseil tel que modifié à plusieurs reprises. Elle fait partie de la politique commerciale commune de l'UE, fondée sur des principes uniformes pour tous les pays de l'UE.

**Office européen de lutte antifraude - règles d'enquête**

**RÉSUMÉ:**

[Règlement 883/2013 relatif aux enquêtes menées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) (UE, Euratom)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32013R0883)

[Règlement (UE, Euratom) n° 2020/2223 modifiant le règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 relatif à la coopération avec le Parquet européen et à l'efficacité des enquêtes de l'Office européen de lutte antifraude](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32020R2223)

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

Le règlement 883/2013 (UE, Euratom) vise à :

* renforcer l'indépendance de l' [Office européen de lutte antifraude (OLAF)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l34008) , créé par la résolution [1999/352/CE, la CECA, la CEEA](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31999D0352) luttent contre la fraude, la corruption et toute activité illégale pouvant nuire [aux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_union.html) intérêts financiers de l' [UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_union.html)[\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:4401811%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) ;
* rendre la recherche de l' OLAF plus efficace;
* améliorer la coopération entre les différentes institutions et organisations concernées ;
* renforcer les droits des personnes faisant l'objet d'une enquête.

Modification du règlement (UE, Euratom) 2020/2223 :

* le règlement (UE) sur le [Parquet européen (Parquet](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_prosecutor.html) européen) a été établi, ad apte à la création de l'OLAF , [2017/1939](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32017R1939) (voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4319113) pour garantir une exhaustivité maximale); et
* Accroître l'efficacité de la fonction de recherche de l'OLAF sur une série de questions spécifiques, notamment :
  + de nouvelles règles pour la conduite des contrôles et inspections sur place
  + accès aux coordonnées bancaires
  + création d'un contrôleur des garanties procédurales
  + accès au rapport final par la personne concernée
  + Rôle renforcé des services de coordination antifraude dans les pays de l'UE et
  + de nouvelles règles pour améliorer le suivi des enquêtes.

**POINTS CLÉS**

**OLAF :**

* mène des enquêtes internes et externes ;
* Eppo coopération étroite, échange d'informations, sur la base de la complémentarité et évitant les répétitions apporte son aide ;
* Aide à organiser une coopération étroite entre les autorités antifraude des pays de l'UE ;
* développe les politiques antifraude de l'UE en tant que service de la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) ;
* Contribue à la conception et au développement de stratégies de lutte contre la fraude et la corruption pour protéger les intérêts financiers de l'UE ;
* encourage et coordonne le partage d'expériences opérationnelles et de bonnes pratiques procédurales ;
* participe aux [équipes communes d'enquête](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eurojust.europa.eu/judicial-cooperation/eurojust-role-facilitating-judicial-cooperation-instruments/joint-investigation-teams) lorsque cela est nécessaire ;
* Soutient les activités nationales conjointes de lutte contre la fraude.

**Enquêtes internes**

**OLAF :**

* Mener des enquêtes administratives au sein des institutions, organes, offices et agences de l'UE et dans les locaux des opérateurs économiques [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:4401811%2526from%253DEN%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002) ;
* Il a le droit d'accéder immédiatement et sans préavis à toutes sortes d'informations et de données pertinentes sur le sujet faisant l'objet d'une enquête ;
* peut demander des informations verbales et écrites aux fonctionnaires, autres fonctionnaires et chefs de départements et d'institutions;
* En cas d'exécution d'une enquête concernant les [institutions](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_institutions.html) , [organes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_institutions.html) , offices et [agences](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_agencies.html) , ilenia d' information et les consulter si nécessaire en prenant les mesures administratives conservatoires nécessaires à la protection des intérêts financiers de l'UE.

L'amendement (UE, Euratom) au règlement 2020/2223 permet à l'OLAF d'accéder aux appareils du secteur privé utilisés à des fins commerciales au cours de ses enquêtes si l'OLAF a des motifs raisonnables de soupçonner que leur contenu peut être pertinent pour l'enquête. L'accès sera basé sur des règles internes qui seront adoptées par chaque institution, organe, bureau ou agence concerné pour son personnel et ses membres.

**Enquêtes externes**

**OLAF :**

* Dans les pays de l'UE, dans les pays non membres de l'UE, l'organisation internationale des locaux et des opérateurs économiques, 883/2013 n ° Règlement (CE, Euratom) sur les contrôles sur place conformément aux règles et mener des inspections et d'autres activités d'enquête et [2185/96](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31996R2185) modifiant Règlement (Euratom, CE) et les modalités des accords de coopération et d'assistance mutuelle ;
* Il peut transmettre des informations aux autorités nationales compétentes des pays de l' UE sur la fraude, la corruption ou d'autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE afin de leur permettre de prendre les mesures appropriées .

En vertu de la modification du règlement (UE, Euratom) 2020/2223, l'accès aux dispositifs du secteur privé utilisés à des fins commerciales dans le cadre d'enquêtes externes se fera dans les mêmes conditions et dans la même mesure que pour les autorités nationales du pays concerné .

**Procédure d'enquête**

**Directeur général de l'OLAF :**

* décide d'ouvrir une enquête externe ou interne, en cas de doute suffisant, de la propre initiative du directeur ou à la demande d'une institution, d'un organe, d'un office ou d'une agence de l'UE, ou d'un pays de l'UE ;
* si le directeur général décide de ne pas ouvrir d'enquête, il peut envoyer toute information pertinente à l'institution, l'organe, l'office ou l'agence de l'UE ou au pays de l'UE concerné ;
* diriger la conduite des enquêtes sur la base d'instructions écrites, le cas échéant;
* Si l' enquête ne peut être clôturée dans un délai de 12 mois puis tous les 6 mois, elle en rend compte au [Conseil de Surveillance](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/supervisory-committee-olaf/) ;
* Il peut transmettre aux autorités judiciaires nationales toute information qu'il obtient au cours d'une enquête interne relevant de sa compétence.

**Personnel de l'OLAF :**

* mène des enquêtes de manière objective et impartiale, dans le respect des garanties procédurales du règlement et de la présomption d'innocence ;
* recherche des preuves pour et contre la personne concernée ;
* peut parler à une personne ou à un témoin à tout moment au cours de l'enquête, avec un préavis approprié - cette personne a le droit de s'abstenir de s'incriminer et de demander l'aide d'une personne de son choix ;
* rédige un compte rendu de l'entretien et en remet une copie à la personne interrogée ;
* donne à la personne concernée la possibilité de commenter les faits qui la concernent ;
* traite toutes les informations transmises ou obtenues lors d'enquêtes externes et internes comme confidentielles ;
* Le Parquet européen , [Eurojust](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eurojust.html) , [Europol](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/europol.html) et les pays de l'UE, les autorités compétentes des pays tiers et les organisations internationales coopéreront avec .

**Accès aux informations bancaires**

(UE, Euratom) Conformément à la modification du règlement 2020/2223, les pouvoirs d'enquête de l'OLAF ont été renforcés. Avec la coopération des autorités nationales, l'OLAF peut demander des informations sur les comptes bancaires et les transactions lorsque cela est absolument nécessaire. Celui-ci fait l'objet d'une demande écrite décrivant son adéquation et sa proportionnalité et dans les mêmes conditions que celles applicables aux autorités nationales compétentes.

**Contrôleur des garanties procédurales**

Le poste de contrôleur indépendant des garanties procédurales a été institué par la modification du règlement (UE, Euratom) n° 2020/2223. Relevant administrativement du comité d'audit, le contrôleur sera chargé de traiter les plaintes des personnes concernées et pourra conseiller l'OLAF sur la manière de résoudre le problème soulevé dans la plainte.

**Coopération étroite entre l'OLAF et le Parquet européen**

L'OLAF et le Parquet européen ont **des rôles complémentaires dans la**protection des intérêts financiers de l'UE et travailleront en étroite coopération. (UE, Euratom) Conformément à la modification du règlement 2020/2223, l'OLAF reste un organe **administratif qui**mène des **enquêtes administratives**pouvant donner lieu à des conseils financiers, administratifs, disciplinaires et judiciaires , le mandat du Parquet européen couvrant 22 des 27 pays de l'UE se concentre sur **enquêtes criminelles**. Déterminer la responsabilité pénale des personnes impliquées dans la fraude, la corruption ou d'autres infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE.        

Tout en soutenant le Parquet européen et en protégeant l'admissibilité des preuves, ainsi que [les droits fondamentaux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/fundamental_rights.html) et les garanties procédurales, le Parquet européen et l'OLAF devraient coopérer étroitement pour garantir le respect des garanties procédurales du règlement 2017/1939 (UE).

**rapport final**

Le rapport final , établi sous l'autorité du directeur général à l'issue de l'enquête , comprend :

* + base légale de l'enquête
  + étapes procédurales suivies et garanties respectées
  + faits établis et leur qualification préalable en droit
  + impact financier estimé et
  + les résultats de l'enquête ;
* le cas échéant, accompagnées des recommandations du directeur général quant à l'opportunité de prendre des mesures disciplinaires, administratives, financières ou judiciaires et de recouvrer les montants estimés ;
* Il est envoyé au pays de l'UE ou à l'institution, l'organisation, le bureau ou l'agence concerné.

**Pays de l'UE :**

* établir un service de coordination [antifraude](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/anti-fraud/investigations/afcos_en) ( [AFCOS](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/anti-fraud/investigations/afcos_en) ) pour faciliter une coopération et un partage d'informations efficaces avec l'OLAF ;
* Fournir ou coordonner l'assistance nécessaire à l'OLAF pour s'acquitter efficacement de ses tâches.

**Institutions, organes, offices et agences de l'UE :**

* adopter des règles qui obligent son personnel à coopérer avec l'OLAF et à l'informer ;
* assurer la confidentialité des enquêtes internes ;
* Lorsque le directeur général de l'OLAF ouvre ou entend ouvrir une enquête, il ne peut ouvrir une enquête parallèle sur les mêmes faits ;
* Envoyez sans délai à l'OLAF toute information concernant une fraude, une corruption ou d'autres activités financières illégales .

**abrogation**

(ESI, EURATOM) n° 883/2013 Règlement (CE) n° [1073/1999](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:31999R1073) Règlement n° et (EURATOM) [1074/1999](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:31999R1073) n° Le règlement en vigueur [supprime](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:31999R1074) .

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

* Le règlement 883/2013 (UE, Euratom) est mis en œuvre depuis le 1er octobre 2013.
* Le règlement modificatif (UE, Euratom) 2020/2223 est entré en vigueur le 17 janvier 2021.

**QUEL EST LE BUT DE CES ARTICLES ?**

Il détermine les pouvoirs juridiques de l'UE pour négocier et conclure des accords internationaux, ainsi que le pouvoir exclusif ou partagé [de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:ai0020) conclure de tels accords .

**POINTS CLÉS**

**Accords internationaux (contrats, traités)**

* Les accords internationaux avec des pays tiers ou des organisations internationales font partie intégrante du droit de l'UE. Ces accords sont distincts du droit primaire et du droit dérivé et forment *une*catégorie *sui generis*. Selon certaines décisions de la CJCE, [un effet direct](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/%253Furi%253DLEGISSUM:l14547) peut avoir [un effet direct](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/%253Furi%253DLEGISSUM:l14547) sur et les pouvoirs législatifs sont supérieurs au droit dérivé et doivent donc s'y conformer.
* Il s'agit d'accords de droit international public qui constituent des droits et obligations pour les parties contractantes.
* Contrairement aux [actes unilatéraux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:l14528) , les contrats et accords ne sont pas le résultat d'une procédure législative ou de la seule volonté d'une institution.
* [L'article 216 du TFUE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E216) parle de situations dans lesquelles l'UE est autorisée à conclure de tels accords.
* Une fois négociés et signés, et selon le sujet, ils peuvent devoir être approuvés par une législation secondaire.
* Les accords internationaux devraient être mis en œuvre dans toute l'UE. Ils ont une force juridique supérieure aux actes secondaires unilatéraux et doivent donc s'y conformer.
* En outre, [l'article 207 du TFUE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E207) régit la politique [commerciale de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_trade_policy.html) l' UE - une compétence externe importante de l' UE et un élément central de ses relations avec le reste du monde.

**Compétences externes de l'UE**

* L'UE a une [personnalité juridique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/union_legal_personality.html) et est donc un **sujet**de **droit international**capable de négocier et de conclure des accords internationaux en son nom , c'est-à-dire qu'elle dispose de pouvoirs (ou de pouvoirs) dans ce domaine qui lui sont conférés par des traités.
* Si l'objet d'un accord ne relève pas de la compétence exclusive de l'UE, les pays de l'UE doivent également signer l'accord. Ceux - ci sont connus sous le nom d **'« accords mixtes »**.

**Compétence spéciale et compétence partagée**

* [**La répartition de leurs compétences est**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/competences.html) valable entre l'UE et les pays de l'UE ainsi qu'au niveau international. Lorsque l' **UE**négocie et conclut un accord international, elle a l' **autorité**ou la **compétence exclusive partagée avec les pays de l'UE**.
* Lorsqu'elle dispose d' **un pouvoir spécial**, seule l'UE a le pouvoir de négocier et de conclure des accords. L'article [3 du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E003) TFUE précise les domaines dans lesquels l'UE a compétence exclusive pour conclure des accords internationaux, y compris des accords commerciaux.
* Lorsque son mandat est **partagé avec**des pays de l'UE , l'accord est signé à la fois par l'UE et les pays de l'UE. Il s'agit donc d'un accord mixte que les pays de l'UE doivent ratifier. Les accords mixtes peuvent également nécessiter l'adoption d'une loi interne de l'UE pour partager les obligations entre les pays de l'UE et l'UE. L'article [4 du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:12016E004) TFUE détermine les compétences partagées.

**QUEL EST LE BUT DE CES ARTICLES DE L'ACCORD?**

Il vise à fournir à l'UE les outils nécessaires pour aider, coopérer et développer des relations et des partenariats avec des pays tiers par [le](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0034) biais d' [accords internationaux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0034) ainsi que d'organisations internationales, régionales ou mondiales . Action extérieure de l' UE telle que [spécifiée à l' article 21 du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:12016M021) TUE .

**POINTS CLÉS**

Article 21 Le TUE énonce les principes sur lesquels [se](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/external_responsibilities.html) fonde l' [action extérieure de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/external_responsibilities.html) l' [UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/external_responsibilities.html) et ses objectifs, notamment :

* protéger ses valeurs, ses intérêts fondamentaux, sa sécurité, son indépendance et son intégrité ;
* consolider et soutenir la démocratie, l' [état de droit](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/rule_of_law.html) , [les droits de l'homme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/human_rights.html) et les principes du [droit international](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/en/sections/what-we-do/uphold-international-law/) ;
* maintenir la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale.

L' article 21 exige de l' UE qu'elle veille à la cohérence des actions de politique étrangère de l' UE et dans d' autres domaines . Les actions extérieures de l'UE couvrent 6 domaines:

1. **Politique étrangère et de sécurité commune**(y compris politique de sécurité et de défense commune) - Articles 23-46 TUE 

* [Le haut représentant](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0009) de l' [Union](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0009) pour [les affaires étrangères et la politique de sécurité est](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0009) chargé de :
  + Mettre en œuvre la [politique étrangère et de sécurité commune](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/foreign_security_policy.html) de l' UE (articles 24 à 41) et la [politique de sécurité et de défense commune](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/foreign_security_policy.html) (articles 42 à 46)                                                                                                                                                                                                                                                                       .
  + contribue à leur développement avec des suggestions; et
  + le [Conseil de l'Europe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_council.html) et le [Conseil,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_council.html) qui assure la mise en œuvre des décisions prises par le [Conseil](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_council.html) .
* [Le Service européen pour l'action extérieure](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_external_action_service.html) assiste le Haut Représentant dans l'accomplissement de son mandat.

2. **Coopération au développement**- Articles 208-211 TFUE 

* Le principal objectif à long terme de la [coopération au développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/development_aid.html) de l' UE est d' éradiquer la pauvreté dans le monde en promouvant un développement économique, social et environnemental durable des pays en développement.

3. **Aide humanitaire**- Article 214 du TFUE 

* La [race humaine de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/humanitarian_aid.html) UE [a effectué des](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/humanitarian_aid.html) opérations, naturelles ou humaines dans des pays tiers, aux personnes victimes de catastrophes que *l'*aide, l'assistance et la protection *temporaires*sont conçues pour fournir .

4. **Assistance**- Articles 212-213 TFUE 

* L'UE peut fournir une assistance, y compris une assistance financière, aux pays tiers autres que les pays en développement. Une telle action devrait être cohérente avec la politique de développement de l'UE.

5. **Commerce**- Articles 205-207 TFUE 

* La [politique commerciale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_trade_policy.html) commune de [l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/eu_trade_policy.html) est une [compétence](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0020) exclusive de l' UE .
* [Membre du Parlement européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_parliament.html) , avec le Conseil sur les questions commerciales.
* L' [union douanière de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/customs_union.html) UE [à la cave](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/customs_union.html) devrait contribuer :
  + développement harmonieux du commerce mondial;
  + éliminer progressivement les restrictions sur le commerce international et l'investissement étranger direct; et
  + abaisser les douanes et autres barrières.

6. **Clause de solidarité**- Article 222 TFUE 

[La disposition de solidarité](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/solidarity_clause.html) est à la base des réglementations qui permettent à l'UE et aux pays de l'UE d'agir conjointement et d'utiliser les outils à leur disposition :

* prévenir la menace terroriste sur le territoire d'un pays de l'UE;
* protéger un pays de l'UE de toute attaque terroriste et l'assister dans une telle situation ;
* venir en aide à un pays de l'UE victime d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine.
* **QUE FAIT CE RÈGLEMENT ?**
* Il crée l'Agence, un organe spécial au niveau de l'UE pour les droits fondamentaux, et définit ses principales missions et objectifs , son fonctionnement et sa gouvernance interne.
* **POINTS CLÉS**
* Le règlement définit les activités de l'Agence comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| - | **Fournir une expertise sur**les droits fondamentaux **aux institutions de l'UE et aux pays de l'UE**afin que toutes les actions qu'ils prennent ou les lois qu'ils adoptent soient conformes à ces droits, |



|  |  |
| --- | --- |
| - | **formuler des avis**pour les institutions et les gouvernements de l'UE, soit de leur propre initiative, soit à leur demande (par exemple, sur la conformité de leurs actions ou propositions législatives avec les droits fondamentaux) ; |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Collecter, analyser et diffuser **des informations fiables et comparables**sur les effets spécifiques de l'action de l'UE sur les droits fondamentaux des personnes ; |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Mener des **recherches**scientifiques **et des enquêtes**sur les droits fondamentaux , |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Publier des publications d'institutions et de gouvernements de l'UE sur **des sujets spécifiques**ou sur l'application du droit des droits fondamentaux , |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Publier **un rapport annuel**sur les questions couvertes par son mandat, mettant en évidence des exemples de **bonnes pratiques .** |



|  |  |
| --- | --- |
| - | droits fondamentaux **pour éduquer le public**pour **concevoir des stratégies ou des campagnes de communication**et promouvoir le dialogue avec la société civile , |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Proposer des mécanismes pour l'application de ces droits. |

* Cependant, l'Agence ne traite pas les plaintes individuelles.
* **Plans d'activités sur 5 ans**
* Les activités de l'Agence reposent sur le cadre pluriannuel adopté par le Conseil européen, qui définit les questions spécifiques sur lesquelles elle travaillera sur une période de 5 ans conformément aux priorités générales de l'UE.
* Ces «**racismes, xénophobies**et görüsüzlüg agréables connexes » doivent contenir .
* **Coopération avec d'autres organisations**
* L'agence doit maintenir des liens étroits avec :

|  |  |
| --- | --- |
| - | [institutions européennes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/about-eu/institutions-bodies/index_en.htm) , |



|  |  |
| --- | --- |
| - | Les gouvernements des pays de l'UE et les groupes de la société civile tels que la [Plateforme des droits fondamentaux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://fra.europa.eu/en/cooperation/civil-society/about-frp) , |



|  |  |
| --- | --- |
| - | organismes de promotion de l'égalité (par exemple, l' [Institut de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eige.europa.eu/) l' [UE pour l'égalité des genres](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eige.europa.eu/) ou [le comité de coordination des Nations Unies pour les institutions nationales des droits de l'homme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.ohchr.org/EN/Countries/NHRI/Pages/NHRIMain.aspx) ), |



|  |  |
| --- | --- |
| - | organisations internationales ( [Conseil de l' Europe](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.coe.int/en/) , [Nations Unies](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/en/index.html) , [Organisation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.un.org/en/index.html)[européenne de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.coe.int/en/)[sécurité et de coopération](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.osce.org/) , |



|  |  |
| --- | --- |
| - | [pays candidats à l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/enlargement/countries/check-current-status/index_en.htm) . |

**QUE FAIT LA COMMUNICATION ?**

Il s'agit d'un marché unique numérique, l'une des [10 priorités politiques](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/priorities/docs/pg_en.pdf%2523page%253D6%23page%3D6#page=6) de la Commission européenne qui définit sa stratégie pour la [croissance, la justice et le changement démocratique à l'œuvre](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.eesc.europa.eu/resources/docs/jean-claude-juncker---political-guidelines.pdf) en son sein .

**POINTS CLÉS**

Stratégie , **3 colonnes**basées **sur 16 actions ciblées**suggérées .   

* 1. **Meilleur accès aux biens et services numériques pour les consommateurs à travers l'Europe**. Sous cette colonne, la Commission recommandera : 
  + des règles pour faciliter le [commerce électronique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l24204) transfrontalier ;
  + révision du [règlement sur la coopération en matière de protection des consommateurs pour](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l32047) une application plus rapide et plus cohérente des règles en matière de consommation ;
  + une livraison transfrontalière de colis plus efficace et plus abordable ;
  + mettre fin au blocage géographique injuste\* et augmenter ainsi le choix et l'accès pour les consommateurs européens en ligne ;
  + Identifier les problèmes de concurrence potentiels affectant les marchés européens du commerce électronique ;
  + un [droit](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/internal_market/copyright/index_en.htm) d' [auteur](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/internal_market/copyright/index_en.htm) plus moderne et plus européen ;
  + Révision de la [directive satellite et câble pour](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l26031) déterminer s'il faut étendre sa couverture pour inclure les émissions en ligne des radiodiffuseurs ;
  + réduire la charge administrative imposée aux entreprises par les différents régimes de TVA.
* 2. **Les réseaux secondaires de Diji et les conditions propices au développement de services innovants et à la création d'un terrain de jeu égal**. La Commission recommande : 
  + refonte des [règles télécom](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/digital-agenda/en/telecoms-rules) de l' [UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/digital-agenda/en/telecoms-rules) ;
  + 21ème siècle le rendent approprié pour [l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/audiovisual.html) examen des [médias audiovisuels](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/audiovisual.html) du cadre ;
  + moteurs de recherche, réseaux sociaux, etc. analyser le rôle des plateformes en ligne telles que le marché unique numérique et évaluer comment gérer les contenus illégaux ;
  + accroître la confiance et la sécurité dans les services numériques, notamment dans le traitement des [données personnelles](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l14042) . Cela inclura une révision de la [directive](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l24120) ePrivacy ;
  + Technologies couvrant la [cybersécurité](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:si0010) et partenariat avec l'industrie sur la sécurité des réseaux en ligne .
* 3. **Maximiser le potentiel de croissance de l'économie numérique**. Commission: 
  + recommande une " initiative de libre circulation des données" et une initiative de " [nuage européen"](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/digital-agenda/node/609%2523Article%23Article#Article) pour promouvoir la libre circulation des données dans l'UE ;
  + définir des priorités en matière de normes et d'interopérabilité des dispositifs, applications, référentiels, services et réseaux essentiels au marché unique numérique ;
  + soutenir une société numérique inclusive où les citoyens disposent des compétences nécessaires pour augmenter leurs opportunités Internet à seize ans et augmenter leurs chances de trouver un emploi .

La Commission achèvera ces actions d'ici la fin de 2016.

Pour plus d'informations [,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/priorities/digital-single-market/) consultez le [marché unique numérique sur le site de la Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/priorities/digital-single-market/) .

**CONNEXION**

À la suite du traité de Lisbonne, le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) a été développé à partir du traité instituant la **Communauté européenne**(traité TCE ou AT) remplacé par le [traité de Maastricht](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:xy0026) . Le traité CE lui-même était fondé sur le traité instituant la [**Communauté économique européenne**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:xy0023) (TEEC) , signé à Rome le 25 mars 1957 . La création de l'Union européenne par le traité de Maastricht (7 février 1992) était la prochaine étape de l'Union européenne. Le chemin de l' union politique de l'Europe .    

Cependant, l'Union européenne n'a pas remplacé les Communautés européennes, mais les a plutôt placées sous le même toit sur la base de la structure des « 3 piliers » :

* **1 èreétape**(CE, la Communauté européenne constituée de [la Communauté européenne du charbon et de l'acier](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:xy0022) jusqu'en 2002 (CECA) et [Euratom](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum:4301853) ).
* **La deuxièmeétape**ci-dessous consistait en une coopération entre la politique [étrangère et de sécurité commune de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/foreign-security-policy_en) l'UE .
* **3 èmeétape**couverte par la coopération entre les pays de l'UE dans le domaine de la [justice](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/justice.html) et des affaires intérieures.

Chaque nouveau traité entraîne une renumérotation des articles . [Le traité de Lisbonne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:ai0033) , signé le 13.12.2007 et entré en vigueur le 1.12.2009, a fusionné les 3 piliers dans l'UE réformée et rebaptisé le TCE en TFUE une fois de plus.

Le TFUE est l' un des 2 principaux traités de l'UE avec le [traité sur l'Union européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4301855) (TUE) . Il définit les principes et objectifs de l'UE et le champ d'action dans les domaines politiques, formant ainsi la base détaillée du droit de l'UE. Il révèle également les détails organisationnels et fonctionnels des institutions de l'UE.

**QUEL EST L'OBJECTIF DU TRAITE ?**

Comme indiqué dans sa préface précédente, l'objectif du GEM était de « poser les bases d' une union plus étroite entre les peuples d'Europe ». Cette phrase est toujours présente dans le préambule de l'actuel TFUE ainsi que du TUE. Ces accords ont en effet apporté une dimension plus politique et démocratique à l'intégration européenne au-delà de l'objectif économique initial de créer un marché unique .

**POINTS IMPORTANTS DE L'ACCORD CONSOLIDÉ**

* Partie 1 - **Principes :**
  + explique la portée du traité et son lien avec le TUE (article 1);
  + Il résume les mandats de l'UE par niveau de mandats de l'UE dans chaque domaine (articles 2, 3, 4, 5 et 6);
  + Il énonce les principes généraux régissant les activités de l'UE (articles 7 à 17).
* Partie 2 - **Non-discrimination et citoyenneté européenne :**
  + interdit la discrimination sur la base de la nationalité (article 18);
  + Il stipule que l'UE « combattra la discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle » (article 19) ;
  + Il établit et définit la citoyenneté de l'UE et les droits connexes (articles 20 à 24).
* La section 3 - la plus grande (articles 26 à 197) fournit la base juridique **des politiques et actions internes de l'UE**dans les domaines suivants :  
  + [marché intérieur](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/growth/single-market_en) (titre I);
  + [union douanière](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/customs_en) , y compris [la libre circulation des marchandises](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/growth/single-market/goods/free-movement-sectors_en) (Titre II) ;
  + [Politique agricole commune](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/agricultural_policy.html) et [politique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/agricultural_policy.html)[commune de la pêche](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/fisheries.html) (titre III);
  + libre circulation des travailleurs (et des [personnes en](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/justice/citizen/move-live/index_en.htm) général ), des [services](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/growth/single-market/services_en) et des [capitaux](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/financial-markets/capital-movements_en) (Titre IV) ;
  + [liberté, justice et sécurité ala ni](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/freedom_and_security.html) inclus (Titre V), [coopération policière et judiciaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/police_judicial_cooperation.html) ;
  + [transports](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/transport_en) (Titre VI);
  + [concurrence](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/competition.html) , [fiscalité](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/taxation.html) et [harmonisation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/environment/archives/guide/part1.htm) des [législations](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/environment/archives/guide/part1.htm) (Titre VII) ;
  + [la politique économique et monétaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/economic-monetary-affairs_en) , y compris les articles sur l'euro (Titre VIII) ;
  + [politique de l'emploi](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/employment.html) (Titre IX);
  + [la politique sociale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/social_policy.html) (Titre X), la [Charte sociale européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.coe.int/en/web/turin-european-social-charter) (1961) et [la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:c10107) (1989) - Le titre XI institue le [Fonds social européen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_social_fund.html) ;
  + [politiques d'éducation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/education.html) , de [formation professionnelle](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/training.html) , de [jeunesse](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/youth.html) et du [sport](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/sport_en) (Titre XII) ;
  + [culture](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/culture.html) (Titre XIII) ;
  + [santé publique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/public_health.html) (Titre XIV) ;
  + [protection des consommateurs](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/consumer_protection.html) (Titre XV);
  + [réseaux transeuropéens](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/ten.html) (titre XVI);
  + [politique industrielle](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/enterprise_en) (titre XVII) ;
  + [cohésion économique, sociale et régionale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/economic_social_cohesion.html) – c'est-à-dire réduction des inégalités de développement (Titre XVIII) ;
  + [recherche et développement](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/research_and_development.html) et [politique spatiale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/space_en) (Titre XIX) ;
  + [politique environnementale](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/environment.html) (titre XX) ;
  + [politique énergétique](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/energy.html) (Titre XXI);
  + [tourisme](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/growth/sectors/tourism_en) (Titre XXII) ;
  + [protection civile](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/civil_protection.html) (Titre XXIII) ;
  + [coopération administrative](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/taxation_customs/business/tax-cooperation-control/administrative-cooperation_en) (Titre XXIV).
* Le chapitre 4 - **Association**[**pays et région d'outre-mer**](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/europeaid/regions/octs_en) (articles 204 à 198) décrit les relations particulières entre l'UE et les régions ultrapériphériques qui ne font pas partie de l'UE, mais plutôt les territoires d'outre-mer de certains pays de l'UE.
* Le chapitre 5 - **Action extérieure de l'UE**(articles 205 à 222) explique : 
  + politique commerciale commune ( [commerce extérieur](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/trade_en) );
  + Pour les pays tiers au [développement et à l'aide humanitaire](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/development-cooperation_en) en [coopération](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/topics/development-cooperation_en) ;
  + Relations avec les pays tiers (accords internationaux, [sanctions](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:25_1) et [solidarité](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/solidarity_clause.html) entre pays de l'UE ) et les organisations internationales ;
  + la création de délégations de l'UE ;
  + que les actions extérieures doivent respecter les principes énoncés au chapitre 1, titre 5 (article 205) du TUE en ce qui concerne la politique étrangère et de sécurité commune.
* Le chapitre 6 - **Dispositions sociales et financières**détaille : 
  + [Institutions de l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/about-eu/institutions-bodies_en) (articles 223 à 227) ;
  + organes consultatifs de l'UE (articles 300 à 307 );
  + Banque européenne d'investissement (articles 308 et 309) ;
  + [Actes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/eu-law/legal-acts_en) législatifs de l' UE (règlements, directives, etc.) et [procédures](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/eu-law/decision-making/procedures_en) (articles 288 à 299) ;
  + [Budget de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://europa.eu/european-union/about-eu/money_en) UE (articles 310 à 325);
  + [Coopération renforcée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/enhanced_cooperation.html) entre les pays de l'UE (articles 326 à 334).
* Chapitre 7 - **Dispositions générales et finales**(articles 335 à 358) portent sur des questions juridiques spécifiques telles que la capacité juridique de l' UE, l'application territoriale et temporelle, la localisation des institutions , les immunités et l'impact sur les traités signés avant 1958 ou l'histoire de l'histoire. participation.

**QUAND L'ACCORD EST-IL VALABLE ?**

Signé le 13 décembre 2007 par 27 pays de l'UE (la Croatie n'a adhéré à l'UE qu'en 2013), le TFUE est entré en vigueur le 1er décembre 2009.

**VISION DU MARCHÉ NATIONAL POUR LES PRODUITS INDUSTRIELS**

La Commission européenne a préparé un document politique décrivant sa vision pour l'avenir du marché intérieur de l'UE pour les produits industriels.

**SE COMPORTER**

Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et au Comité économique et social européen : Une vision pour le marché intérieur des produits industriels ( [COM (2014) 25 final](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52014DC0025) , 22 janvier 2014 - non publié au Journal officiel).

**RÉSUMÉ**

La législation de l'UE sur les produits industriels énonce les exigences essentielles de sécurité, de santé et d'autres exigences d'intérêt public auxquelles les entreprises doivent se conformer lorsqu'elles mettent des produits sur le marché de l'UE, y compris l'apposition du marquage CE. Cette législation définit également les mesures obligatoires à prendre pour démontrer que le produit est conforme à la législation de l'UE avant de porter le marquage CE.

La conclusion générale d'une consultation publique en ligne et d'une évaluation dans ce domaine est que la législation de l'UE relative au marché intérieur des produits vise à atteindre les objectifs de l'UE concernant la nécessité de mesures d' harmonisation technique , y compris un niveau élevé de protection de la santé et de la sécurité et la protection des consommateurs et la environnement. C'est donc un facteur clé non seulement pour la compétitivité de l'industrie européenne, mais aussi pour la protection des consommateurs et de l'environnement.

Certains points à améliorer ont également été identifiés dans le document de politique connu sous le nom de Déclaration. Alors que la Commission essaie de suivre le rythme des défis technologiques du 21e siècle, elle souhaite également prendre en compte la demande de l'industrie européenne pour des périodes de stabilité réglementaire sans révision majeure des règles.

Le document de politique a identifié les priorités suivantes.

**Des mécanismes d'application solides**

Cela signifie intensifier les efforts de la Commission pour garantir que le droit de l'UE est respecté afin de protéger des intérêts publics importants tels que la santé et la sécurité ; protection de l'environnement et de la sécurité; et la protection des consommateurs. La Commission étudie la possibilité d'élaborer un projet de loi sur la manière de réglementer et d'harmoniser les sanctions économiques de nature administrative ou civile dans les cas où le droit de l'UE n'est pas respecté.  .                                                                                                                                                                                                                                                        suivante

**Législation interprofessionnelle sur les produits**

La Commission examinera la nécessité d'adopter une législation horizontale (c'est-à-dire intersectorielle) identifiant les éléments communs à tous les secteurs.

**Innovation et avenir numérique**

La Commission tiendra compte de l' innovation et des développements technologiques lors de l' élaboration de nouvelles propositions législatives sur les produits industriels . Il lancera également une initiative de conformité électronique, où les entreprises pourront prouver par voie électronique leur conformité avec la législation de l'UE.

**La distinction floue entre produits et services associés**

Les entreprises manufacturières proposent de plus en plus de services (par exemple, maintenance et formation) en plus de leurs produits traditionnels. La Commission examinera comment améliorer le traitement de cette distinction ambiguë entre produits et services.

**Plus de règlements, moins de directives**

Sous réserve d'une évaluation au cas par cas, la Commission privilégiera les règlements en tant que source de droit communautaire plutôt que les directives, car le fait qu'ils soient directement applicables dans les pays de l'UE offre une plus grande sécurité pour l'entreprise.

**Une approche conviviale des règles de produits**

Actuellement, les entreprises sont confrontées à de nombreuses lois qui s'appliquent aux mêmes produits/fabricants, et les frontières entre de nombreuses lois sont parfois floues. En procédant à un réexamen périodique de la législation sectorielle, la Commission examinera si la législation de l'UE sur les produits industriels peut être combinée avec d'autres législations applicables à la même catégorie de produits.

**marché mondial**

L'UE devrait continuer à promouvoir l'unification de la législation internationale et des normes techniques pour les produits industriels tout en garantissant un niveau élevé de protection des intérêts publics. La Commission devrait veiller à se concentrer davantage sur l'impact des réglementations de l'UE sur la compétitivité internationale des entreprises de l'UE.

**Plan de surveillance pour une zone illimitée de l'UE**

Cette loi établit le cadre d'un mécanisme de contrôle spécial destiné à vérifier la mise en œuvre de la législation dite « Schengen » de l'Union européenne. Il vise à garantir la mise en œuvre de normes élevées et uniformes dans la pratique par les pays de l'Union européenne dans l'espace Schengen, un espace comprenant 26 pays, dont 22 sont membres de l'UE et quatre ne sont pas membres de l'UE. Aucun contrôle aux frontières intérieures n'est appliqué dans ce domaine.

**SE COMPORTER**

Règlement (UE) n° [1053/2013 du Conseil du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32013R1053) 7 octobre 2013 , Schengen, qui a établi un mécanisme d'évaluation et de suivi pour vérifier la mise en œuvre de l'acquis de Schengen et a abrogé la décision du comité exécutif du 16 septembre 1998 .

**RÉSUMÉ**

L'objectif principal du mécanisme d'évaluation et de suivi est de fournir un **niveau élevé de confiance mutuelle entre les pays en**termes de capacité à appliquer correctement les règles pertinentes dans tous les domaines de l'« espace Schengen » de [Schengen Législation de l'UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/schengen_agreement) « Schengen ( *acquis*") .    

**PORTÉE DU MÉCANISME**

Le mécanisme d'évaluation couvre tous les aspects de la législation dans ce domaine. Concernant les frontières, elle vise à couvrir à la fois l'efficacité des contrôles aux frontières extérieures et l'absence de contrôles aux frontières intérieures.

Les pays de l'UE et la Commission assumeront la responsabilité conjointe de la mise en œuvre de l'ensemble du mécanisme, la Commission assurant la coordination globale .

**AUDITS ANNONCÉS ET NON ANNONCÉS**

Pour mettre en œuvre le mécanisme d'évaluation, un programme d'inspection pluriannuel (5 ans) et annuel sera établi sous la coordination de la Commission. Ces évaluations devraient être effectuées régulièrement sur le territoire de tous les pays Schengen sous la forme d' **inspections annoncées et inopinées**.  

**PLAN D'ACTION POUR CORRIGER LES CARENCES**

Évaluations sur place , [l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l33216) agence [Frontex](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l33216) par (en ce qui concerne les limites extérieures) une **analyse des risques**et [Europol](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:jl0025) , [Eurojust](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Duriserv:l33188) et d'autres soutiens de l' UE pertinents sur la base des assignations des États membres de l'UE et d'une manière impartiale choisie spécialement formée pour être effectuée par des experts. organismes dans les domaines couverts par leur mandat.       

Après cette analyse et les constatations de l'inspection sur place, un rapport est établi par les experts sous la coordination de la Commission. Un ensemble de recommandations peut ensuite être envoyé au pays de l'UE audité. Lorsque le pays en question est défaillant dans la mise en œuvre de la législation ou a gravement négligé ses obligations, il doit présenter un **plan d'action**qui aborde ces problèmes .     

**SURVEILLANCE ET SUIVI**

Un rapport sur la mise en œuvre d' un tel plan d' action devrait **être soumis à la**Commission et aux autres pays de l'UE tous les six mois **afin de**vérifier **que le**pays de l'UE surveillé a **pris**les **mesures et mesures nécessaires pour**remédier aux faiblesses . Un certain nombre d' autres rapports réguliers peuvent suivre pour contrôler la mise en œuvre des mesures . Si nécessaire, la Commission peut établir de nouveaux contrôles.   

**QUEL EST L'OBJECTIF DE CE RÈGLEMENT ?**

* [Il](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.sprfmo.int/) vise à [garantir](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.sprfmo.int/) que les règles de gestion, de protection et de contrôle de la zone de congrès de l' [Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (SPRFMO)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.sprfmo.int/) soient pleinement intégrées dans le droit de l'UE .
* Règlement , [la politique commune de la pêche](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:02020101_1) est contrôlée par les autorités nationales des règles de suivi et de mise en œuvre du [système de contrôle de la pêche](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:pe0012) de [l' UE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:pe0012) travaillent ensemble .

**POINTS CLÉS**

**SPRFMO**

* La SPRFMO est une organisation intergouvernementale engagée dans la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques de l'océan Pacifique Sud.
* L'UE est une partie contractante.

**Portée et application**

* Le règlement s'applique à :
  + les navires de pêche de l'UE opérant dans la zone de congrès de la SPRFMO ;
  + Navires de pêche de l'UE [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum%25253A4353955%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) Produits de la pêche capturés dans la zone de congrès de la SPRFMO ;
  + Les navires de pêche non membres de l'UE demandent l'accès ou sont soumis à une inspection dans les ports de l'UE et transportent des produits de la pêche récoltés dans la zone de la convention SPRFMO.
* Elle s'applique sans préjudice :
  + Règlement (CE) n° [1005/2008](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:32008R1005) ( voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:pe0005) );
  + Règlement (CE) n° [1224/2009](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:32009R1224) (voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/ALL/%253Furi%253DLEGISSUM:pe0012) );
  + Règlement (UE) [2017/2403](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:32017R2403) (voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4326429) ).

**Des règles**

* Exige que les pays de l'UE fournissent au moins 10 % de couverture d'observateurs scientifiques dans les pêcheries de maquereau et arrêtent de pêcher lorsqu'ils atteignent 100 % de la limite de capture ;
* Navires de l' UE , y compris l'utilisation des effarouchement d'oiseaux **de**règles destinées à protéger **les conformité**diktats ;
* protéger les écosystèmes marins vulnérables [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum%25253A4353955%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002) , les navires de l'UE sans l'autorisation du comité scientifique du sprfmo SPRFMO et évalués sur la base des évaluations de la pêche de fond par la pêche de fond [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum%25253A4353955%2523keyterm_E0003%23keyterm_E0003#keyterm_E0003) ou la pêche exploratoire [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum%25253A4353955%2523keyterm_E0004%23keyterm_E0004#keyterm_E0004) interdit la fabrication ;
* exige une couverture d'au moins 10 % d'observateurs pour la pêche au paratonnerre pour les espèces de fond et exige que la pêche de fond soit arrêtée dans un rayon de 5 milles marins de la zone où toute rencontre avec des écosystèmes marins sensibles dépasse les seuils ;
* La SPRFMO interdit l'utilisation des grands filets dérivants pélagiques (filets ou combinaisons de filets dépassant 2,5 kilomètres de longueur) et de tous les filets d'eau profonde [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum%25253A4353955%2523keyterm_E0005%23keyterm_E0005#keyterm_E0005) dans toute la zone de la convention ;
* exige la notification du transfert de maquereaux et d'espèces démersales et leur suivi avec un observateur à bord ;
* Les navires de l'UE souhaitant traverser la zone de la convention en transportant **des filets maillants**exigent que le secrétariat de la SPRFMO soit informé au moins 36 heures avant d'entrer dans la zone, et que les navires battant leur pavillon utilisent un [système de suivi des navires](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/fisheries/cfp/control/technologies/vms_en) qui signale toutes les 2 heures pendant que la SPRFMO la zone des congrès . ;
* Exige que les pays de l'UE soumettent à la Commission, au plus tard le 15 novembre de chaque année, une liste des navires de pêche battant leur pavillon dans la zone contractuelle du SPRFMO pour l'année suivante, y compris les informations figurant à l'annexe V. Secrétariat de la SPRFMO ;
* Les navires pêchant dans les pays de l'UE, afin de collecter des données sur les poissons capturés à soumettre à la Commission, établiront des programmes d'observateurs.

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Il est mis en œuvre depuis le 19 juillet 2018.

**Stimuler l'esprit d'entreprise des PME européennes - Programme COSME**

**RÉSUMÉ:**

[Règlement (UE) n° 1287/2013 - établissant un programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME) (2014-2020)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32013R1287)

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

Il établit un programme de l'Union européenne (UE) qui vise à accroître le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) en améliorant les conditions dans lesquelles l'entrepreneuriat peut s'épanouir.

**POINTS CLÉS**

* Les PME **sont les principaux contributeurs à la croissance économique et à l'emploi dans l'**UE . Dans le cadre du programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises ( [COSME](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/growth/smes/cosme_en) ), il est désormais plus facile pour les PME de rester compétitives grâce à l'accès au financement et aux marchés, en simplifiant la réglementation et en encourageant l'entrepreneuriat.
* COSME fournira un **canal de communication direct**entre les PME européennes et la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) .

**de meilleures conditions de travail**

* COSME soutiendra les actions qui **améliorent**l' **accès**des PME au **financement,**du démarrage à la croissance . Les instruments financiers comprennent les facilités de capitaux propres et de garantie de crédit. Dans certains cas, ils peuvent être utilisés conjointement avec les instruments financiers nationaux pour la politique régionale et le [programme Horizon 2020](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/horizon_2020.html) pour la recherche et l'innovation .
* Le programme offrira également **un meilleur accès aux marchés à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE**. Le programme fournira des informations sur des domaines tels que: 
  + offres d'emploi actuelles,
  + Obstacles à l'entrée sur le marché dans les zones hors UE,
  + Conseils sur les pratiques juridiques et douanières.
* Des services d'assistance concernant les **droits de propriété intellectuelle**seront également fournis , notamment une assistance en matière de coopération commerciale transfrontalière, de transfert de technologie et de R&D et de partenariats d'innovation .

**promouvoir la concurrence**

* Afin de maintenir la compétitivité et la durabilité des entreprises, le programme vise **à améliorer la conception et la mise en œuvre**des politiques existantes affectant les PME . En outre, la **coopération transfrontalière**encouragera et les **produits, le développement de services et de technologies**soutiendront .
* Les PME sont également **une forme d'**activités **durables sur le plan environnemental**et **la responsabilité sociale des entreprises**à exposer sera encouragée .

**Culture entrepreneuriale**

* Le programme mettra également l'accent sur la promotion de l'entrepreneuriat. Il vise à créer une culture entrepreneuriale dans l'UE **en supprimant les obstacles**qui **entravent la**croissance des petites entreprises, y compris les charges réglementaires changeantes déjà imposées aux PME .
* Le programme, les **jeunes femmes entrepreneurs**ainsi que **les personnes âgées et socialement défavorisées de la communauté ra entrepreneurs appartenant**à d'autres groupes cibles spécifiques tels que ceux qui accorderont une attention particulière .

**Financement**

Le programme est doté d'un budget de 2,3 milliards d'euros sur 7 ans et s'étend de 2014 à 2020. [Il sera](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/easme/) géré par l' [Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://ec.europa.eu/easme/) .

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Il est mis en œuvre depuis le 23 décembre 2013.

**QUEL EST L'OBJECTIF DE LA DIRECTIVE ?**

Il vise à garantir une imposition équitable des paiements effectués entre sociétés associées [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l31039%2526from%253DEN%2523keyterm_E0003%23keyterm_E0003#keyterm_E0003) dans différents pays de l'UE, tout en évitant la double imposition entre les pays de l'UE . S'applique à:

* paiements d'intérêts [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l31039%2526from%253DEN%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001) ;
* paiements de redevances [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l31039%2526from%253DEN%2523keyterm_E0002%23keyterm_E0002#keyterm_E0002)

**POINTS CLÉS**

Le but de la direction adolescente est de supprimer les impôts perçus dans le pays d'origine de l'UE, tout en taxant le même paiement dans le pays d'origine de l'UE.

L'objectif principal est donc de s'assurer que les paiements ne sont pas imposés dans plus d'un pays (double imposition).

Né dans un pays de l'UE des paiements d'intérêts et de redevances , intérêts ou droits de redevances sur le coût réel du bénéficiaire [\* dans les conditions suivantes](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l31039%2526from%253DEN%2523keyterm_E0004%23keyterm_E0004#keyterm_E0004) à prévoir, il est exonéré des impôts perçus sur ces paiements dans le pays :

* entreprise d'un autre pays de l'UE [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l31039%2526from%253DEN%2523keyterm_E0005%23keyterm_E0005#keyterm_E0005)
* ou un établissement stable situé dans un autre pays de l'UE [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/%253Furi%253DLEGISSUM:l31039%2526from%253DEN%2523keyterm_E0006%23keyterm_E0006#keyterm_E0006) .

**La**directive **complémentaire**comprend une **liste des types**d' **entreprises auxquels la**directive s'applique. La directive a été modifiée pour prendre en compte les types d'entreprises dans les pays qui ont rejoint l'UE en 2004, 2007 et 2013 . 

Lorsqu'une entreprise partenaire ou un pays d'établissement stable perçoit un excédent d'impôt sur des intérêts ou des redevances dans un pays de l'UE qui ne lui appartient pas, elle doit en demander le **remboursement**. Le pays doit payer l'excédent d'impôt retenu dans l'année suivant la réception d'une demande et de toute information justificative qu'il peut raisonnablement demander à l'entreprise ou à l'entreprise. Si l'impôt retenu n'est pas remboursé dans ce délai, l'entreprise ou l'entreprise (à la fin de cette année) a droit à des intérêts sur l'impôt remboursé. Ces intérêts sont calculés au taux correspondant au taux d'intérêt national applicable dans des circonstances comparables en vertu du droit interne du pays concerné. 

Cette directive n'exclut pas l'application de règles locales ou contractuelles nécessaires pour **prévenir les fraudes ou les abus**. Les pays de l'UE peuvent retirer les avantages de la présente directive ou refuser de l'appliquer dans les cas où le motif principal ou l'un des motifs principaux est la fraude fiscale, l'évasion fiscale ou l'abus. 

Certains pays ont bénéficié pendant un certain temps de **règles transitoires**où la mise en œuvre de la directive a été retardée .  

[Le Bureau international de documentation financière a](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://www.ibfd.org/) mené une [enquête auprès](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/taxation_customs/sites/taxation/files/resources/documents/common/publications/studies/survey_ir_dir.pdf) de la [Commission européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) sur la mise en œuvre de la directive en 2006 et le [rapport](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52009DC0179) publié par la [Commission](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52009DC0179) en 2009. En 2011, la Commission a adopté la [recommandation](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:52011PC0714) de [réorganiser](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/legislation_recasting.html) la directive afin d'élargir son champ d'application et de fournir allègement mais les revenus concernés ne sont pas effectivement imposables pour éviter les situations (double exonération fiscale).

**QUAND L'INSTRUCTION EST-ELLE APPLICABLE ?**

La directive est en vigueur depuis le 26 juin 2003 et devait être promulguée dans les pays de l' UE avant le 1er janvier 2004 .

**CONTEXTE**

Pour plus d'informations:

* [Fiscalité européenne des paiements transfrontaliers d'intérêts et de redevances aux provinces](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/taxation_customs/business/company-tax/taxation-crossborder-interest-royalty-payments-eu-union_en) ( *Commission européenne*).

**MOTS CLÉS**

**Paiement d'intérêts :**Revenus provenant de toutes sortes de créances, qu'elles soient garanties par hypothèque ou non et que le débiteur ait ou non le droit de participer à ses gains. Les exemples incluent les obligations ou obligations (obligations à long terme qui paient un taux d'intérêt fixe, sont émises par une entreprise et sont garanties par des actifs) et les primes et récompenses associées à ces obligations ou obligations. Les frais de retard ne sont pas considérés comme des intérêts.

**Droit d'auteur à paiement :**Surmontant le GIA notamment ceux littéraires, artistiques ou perçus pour tout type d'utilisation ou droit d'usage de tout droit d'auteur d'œuvre scientifique de **paiement**: 

* films et logiciels,
* tout brevet,
* marque,
* conception ou modèle,
* plan,
* pour des informations relatives à une formule ou un procédé confidentiel ou à une expérience industrielle, commerciale ou scientifique.

Les paiements pour l'utilisation ou le droit d'utilisation d'équipements industriels, commerciaux ou scientifiques sont considérés comme des redevances.

**Sociétés liées :**2 sociétés sont considérées comme sociétés liées :

* l'un détient directement au moins 25 % du capital de l'autre, ou
* si une troisième société détient une participation directe d'au moins 25 % dans le capital des deux sociétés.

**Partie prenante :**l' entreprise qui reçoit ces paiements pour son propre compte, et non en tant qu'intermédiaire tel qu'un intermédiaire, un fiduciaire ou une signature autorisée au nom d' une autre personne.

Dans le cas d'un établissement stable, le paiement est effectivement lié à cet établissement.

Entreprises d' **un autre pays de l'UE :**ces entreprises doivent répondre aux trois critères suivants : 

* formé conformément aux lois d'un pays de l'UE (c'est-à-dire que son siège statutaire, son administration centrale ou son principal établissement se situe dans l'UE et que ses activités offrent un lien effectif et permanent avec l'économie de ce pays) ;
* il/elle réside dans un pays de l'UE ;
* soumis à l'impôt sur les sociétés.

**Installation permanente d'affaires :**Une installation fixe d'affaires située dans un État membre où l'activité d'une société d'un autre État membre est exercée en tout ou en partie.

**QUEL EST L'OBJECTIF DU RÈGLEMENT ?**

* [Faisant partie](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:32004R0549) d'un paquet législatif sur la gestion du trafic aérien visant à créer un ciel unique européen en vertu du règlement (CE) n° [549/2004](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dcelex:32004R0549) (voir [résumé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:l24020) ) , le règlement vise à optimiser l'utilisation de l'espace aérien européen, réduisant ainsi les retards et favorisant la croissance du transport aérien. Transport.
* Le règlement a été [modifié](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32009R1070) par le règlement (CE) [1070/2009 en](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32009R1070) vue du projet de l' [Agence de la sécurité aérienne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4359400) de l' [Union européenne](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:4359400) d'étendre son mandat pour inclure la sécurité de la gestion du trafic aérien . Ce changement permet à la [Commission européenne de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) mettre [à](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/european_commission.html) jour les mesures en raison de développements techniques ou opérationnels, ainsi que de fixer des critères et des procédures clés pour la mise en œuvre de certaines fonctions de gestion de réseau.

**POINTS CLÉS**

**La création du ciel unique européen**

Celui-ci vise à :

* fournir des outils pour gérer les fluctuations de la capacité du trafic aérien;
* accroître la sécurité : veiller à ce que les mêmes niveaux de sécurité soient observés dans les systèmes et procédures de contrôle du trafic aérien dans tous les pays de l'UE ;
* réduire la fragmentation de la prestation des services de trafic aérien : l'évolution des approches nationales de la gestion et de l'organisation du trafic aérien entraîne des incohérences et des déficiences ayant un impact négatif sur le marché du transport aérien intérieur ;
* améliorer l'intégration des systèmes militaires dans l'organisation du contrôle aérien ;
* facilite l'introduction de nouvelles technologies.

**Gestion et conception de réseau**

Pour soutenir les initiatives tant au niveau national qu'au niveau des blocs d'espace aérien fonctionnels, les fonctions du réseau de gestion du trafic aérien permettront une utilisation optimale de l'espace aérien et permettront un accès maximal à l'espace aérien et aux services de navigation aérienne tout en garantissant que les usagers de l'espace aérien peuvent suivre des trajectoires préférées.

**Utilisation flexible de l'espace aérien**

La coordination entre les autorités civiles et militaires sera renforcée, en particulier l'attribution et l'utilisation effective de l'espace aérien à des fins militaires, et les critères et principes devant régir son attribution et son utilisation, et notamment l'accès aux vols civils.

**QUAND LE RÈGLEMENT S'APPLIQUE-T-IL ?**

Il est mis en œuvre depuis le 20 avril 2004.

**QUELS SONT LES OBJECTIFS DES ACCORDS ET DES DECISIONS ?**

Les accords visent à encourager :

* la compréhension mutuelle, la coopération et l'encouragement des coentreprises pour **un dialogue politique et sécuritaire régulier**;
* **coopération économique, commerciale et financière, comprenant**:
  + libéralisation progressive du commerce des marchandises;
  + la facilitation du commerce des services et des mouvements de capitaux pour parvenir à la libéralisation dès que les conditions sont remplies ;
  + développement durable de la région méditerranéenne ; et
  + Intégration régionale;
* **coopération sociale, culturelle et éducative**, notamment à travers le dialogue interculturel, le contrôle de l'immigration, le développement des compétences, la promotion du droit du travail ou l'égalité des genres .

Les décisions concluent des accords au nom de l'UE.

**POINTS CLÉS**

**Partenariat euro-méditerranéen**

* L'accord entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée repose sur le partenariat euro-méditerranéen.
* Elle repose sur les principes de partenariat politique, économique et social, de réciprocité, de solidarité et de codéveloppement.

Le partenariat a [été remplacé](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/diplomatic-network/union-mediterranean-ufm/329/union-for-the-mediterranean-ufm_en) en 2008 par l' [Union](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/diplomatic-network/union-mediterranean-ufm/329/union-for-the-mediterranean-ufm_en) pour la [Méditerranée (UpM)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/diplomatic-network/union-mediterranean-ufm/329/union-for-the-mediterranean-ufm_en) .

* La mission de l'UpM est de renforcer la coopération régionale, le dialogue et la mise en œuvre de projets et d'initiatives ayant un impact tangible sur les citoyens, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, pour répondre aux 3 **objectifs**stratégiques de la région :   
  + stabilité;
  + développement humain; et
  + l'intégration.
* Dans le domaine du commerce, l'UpM promeut :
  + l'amélioration des relations commerciales entre ses membres ;
  + réduire les obstacles au commerce;
  + initiatives d'intégration régionale; et
  + une plus grande coopération commerciale.
* L'UE a des accords d'association avec tous ses partenaires à l'exception de la **Libye**.
* Un accord avec la [Syrie a](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/6769/EU-Syria%252520relations,%252520factsheet) été rédigé mais pas signé.

**Jumelles**

Chaque accord est adapté aux spécificités du pays tiers concerné . Cependant, ils partagent tous en principe la même structure de base, qui comprend :

* dialogue politique;
* libre circulation des marchandises;
* établissement de services;
* paiements, capital, [concurrence](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/summary/glossary/competition.html) et autres mesures économiques;
* Coopération économique;
* coopération sur les questions sociales et culturelles;
* coopération en matière de protection de l'environnement;
* coopération financière;
* règles institutionnelles et générales.

**Buts**

Les accords bilatéraux partagent tous un certain nombre d'objectifs, notamment :

* promouvoir la coopération intra-régionale des pays méditerranéens en tant qu'élément de paix, de stabilité, de développement économique et social ;
* établir une zone de libre-échange.

**Création d'une zone franche**

* Les accords constituent la base de l'établissement d'une zone de libre-échange en Méditerranée conformément aux règles de l' [Organisation mondiale du commerce](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:r11010) .
* Une zone de libre-échange devrait être établie après une période de transition de 12 ans suivant l'entrée en vigueur des accords.
* La libre circulation des marchandises entre l' UE et les pays méditerranéens devrait résulter :
  + suppression progressive des **droits de douane**;
  + sur les **restrictions quantitatives**à l'exportation et à l'importation (exceptions dans certains cas) de toutes mesures d'effet équivalent ou discriminatoires entre les parties ainsi que l'interdiction .
* Les Parties réaffirment leurs engagements au titre de l' [Accord général sur le commerce des services (AGCS)](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253DLEGISSUM:r11012) .
* Les pays partenaires non membres de l'UE devraient garantir la libéralisation complète du **secteur des capitaux**dès que les conditions adéquates seront réunies .
* Un mécanisme de règlement des différends doit être introduit progressivement.

**Arrangements institutionnels**

Les accords établissent une structure institutionnelle qui comprend :

* Un **Conseil d'association**, tenu au niveau ministériel, qui prend des décisions et des recommandations pour la réalisation des objectifs fixés .
* un **comité d' association**qui administre l' accord et résout les différends dans sa mise en œuvre et son interprétation .

**DATE EFFECTIVE**

Les accords de partenariat sont entrés en vigueur aux dates suivantes :

* 1er juillet 1997 - Accord intérimaire avec la Palestine [\*](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/%253Furi%253Dlegissum%25253Ar14104%2523keyterm_E0001%23keyterm_E0001#keyterm_E0001)
* 1er mars 2000 - Maroc
* 1 juin 2000 - Israël
* 1er mai 2002 - Jordanie
* 1 juin 2004 - Egypte
* 1er septembre 2005 - Algérie
* 1er avril 2006 - Liban
* 1er mars 1998 - Tunisie.

**CONTEXTE**

* [Partenariat euro-méditerranéen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttp://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/euro-mediterranean-partnership/) ( *Commission européenne*).

**DOCUMENTS PRINCIPAUX**

Une [main dans la main](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32006D0356) avec les États membres de la Communauté européenne, établissant un partenariat entre l'autre côté de la République libanaise sur la signature de l'accord euro-méditerranéen date du 14 février 2006 [,](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32006D0356) et en 2006 [/356/](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32006D0356) Décision du Conseil [CE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32006D0356) (JO L 143, 30.5.2006, p.1)

[Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et la République libanaise d'autre part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22006A0530%25252801%252529) - Protocole 1 portant réglementation applicable à l'importation desdits produits agricoles d'origine libanaise dans la Communauté, article 14 (1) - Communauté visée à l'article 14, paragraphe 2, Protocole n° 2 sur la réglementation applicable à l'importation de produits agricoles originaires du Liban - Protocole n° 3 sur les échanges entre le Liban et la Communauté de produits agricoles transformés visés à l'article 14 (3 ) - Protocole 4 sur la définition de la notion d'origine des produits et les méthodes de coopération administrative - Coopération administrative mutuelle en matière douanière Protocole 5 sur l'assistance (JO L 143 du 30.5.2006, p. 2-188)

Les modifications successives de l'accord sont incluses dans le texte original. Cette [version combinée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:02006A0530%25252801%252529-20150209) n'a qu'une valeur documentaire.

Une [partie de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32005D0690) la Communauté européenne et ses États membres et d' autres parties en Algérie, établissant une association entre la République populaire démocratique concernant la signature de la date accord euro-méditerranéen 18 Juillet, 2005 et 2005, [/ 690 / CE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32005D0690) Décision du Conseil (JO L 265, 10.10.2005, p.1 )

[Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et la République algérienne démocratique et populaire d'autre part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22005A1010%25252801%252529) - Annexes - Protocoles - Loi finale - Déclarations (JO L 265 du 10.10.2005), p. 2-228)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:02005A1010%25252801%252529-20170201) .

Une [partie dans](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32004D0635) les États membres de la Communauté européenne et d'autres parties en République arabe d'Égypte le 21 avril concernant la conclusion d'un accord euro-méditerranéen établissant une association entre la [date de](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32004D0635) 2004 et la décision 2004 [/635 / CE du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32004D0635) Conseil (JO L 304 du 30.9.2004 , page 38)

[Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres d'une part et la République arabe d'Égypte d'autre part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22004A0930%25252803%252529) - Protocoles - Acte final - Accord d'échange de lettres entre les parties Communauté et Égypte, fleurs fraîches coupées tombant de la sous-position 0603 10 du tarif douanier commun, concernant l'importation de fleurs et boutons floraux dans la Communauté (JO L 304 du 30.9.2004, p. 39-208)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:02004A0930%25252803%252529-20160201) .

Décision [2002/357/CE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32002D0357) du Conseil et de la Commission du 26 mars 2002 relative à la signature de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres d'une part et le Royaume hachémite de Jordanie [, CECA d'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32002D0357) autre part (JO L 12 9, 15.5.2002, p.1-2)

[Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22002A0515%25252802%252529) - Protocole n° 1 portant réglementation applicable à l'importation de produits agricoles originaires de Turquie dans la Communauté 1 Jordanie - Protocole 2 sur la réglementation applicable à l'importation de produits agricoles communautaires en Jordanie Protocole 3 sur la définition de la notion de «produits originaires» et les modalités de coopération administrative - Protocole 4 sur l'assistance mutuelle entre autorités administratives en douane - Déclarations communes - Acte final (JO L 129 du 15.5.2002, p. 3-176)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:02002A0515%25252802%252529-20181204) .

Conseil et Commission [2000/384/CE, CECA du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32000D0384) 19 avril 2000 des Communautés européennes avec la [main](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32000D0384) sur la conclusion d'un accord euro-méditerranéen instituant un partenariat entre les États membres et l'État d'Israël avec leur décision . autre partie (RG L 147, 21.6.2000, p. 1-2)

[Accord euro-méditerranéen instituant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres d'une part et l'État d'Israël d'autre part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22000A0621%25252801%252529) - Protocole n° 1 portant réglementation applicable à l'importation de produits agricoles originaires d'Israël dans la Communauté - Protocole n° 2 sur la réglementation applicable à l'importation de produits agricoles communautaires en Israël - Protection des végétaux - Protocole 3 sur la définition des « produits originaires » et les modalités de coopération administrative - Protocole 5 sur l'assistance mutuelle entre coopérations administratives - Autorités compétentes en matière douanière - Déclarations communes - Accord sous forme d'échange de lettres sur des questions bilatérales importantes - Protocole 1 et accord sous forme d'échange de lettres concernant l'importation de fleurs et boutons floraux frais coupés entrant en Turquie dans la Communauté sous-position 0603 10 du tarif douanier de la Communauté - Accord sous forme d'échange de lettres sur la mise en œuvre des accords du cycle d'Uruguay - Déclarations de la Communauté européenne - Israël Déclaration (JO L 147 du 21.6.2000, p. 3-172)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:02000A0621%25252801%252529-20130701) .

D'une [part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32000D0204) avec les Etats membres de la Communauté européenne, d'autre part dans l'établissement d'un partenariat entre le Royaume du Maroc sur la signature de l'accord euro-méditerranéen 26 janvier 2000 de 2000 [/204 / CE, CECA](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:32000D0204) Conseil et Commission Décision d' actions (JO L 70 du 18.3.2000, p. 1 )

[A t purgatoire dans la Communauté européenne et ses États membres en établissant un partenariat entre l'autre rive du Royaume du Maroc Accord euro-méditerranéen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:22000A0318%25252801%252529) - Protocole sur la réglementation marocaine applicable aux importations dans la Communauté de produits agricoles 1 - Protocole sur la réglementation marocaine qui s'appliquent aux importations dans la Communauté de produits de la pêche 2 - Produits agricoles communautaires originaires du protocole 3 sur la réglementation applicable à leur importation au Maroc - Protocole 4 sur la définition des produits originaires et les modalités de coopération administrative - Protocole 5 sur l'assistance mutuelle en matière douanière affaires entre autorités administratives - Acte définitif - Déclarations communes - Accords sous forme d'échange de lettres - Déclaration communautaire - Déclaration marocaine (JO L 70 du 18.3.2000, p. 2-) 204)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:02000A0318%25252801%252529-20190719) .

Conseil et de la Commission [98/238 / CE, CECA du](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31998D0238) 26 Janvier 1998 , les Communautés européennes avec une [main](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31998D0238) sur la conclusion d'un accord euro-méditerranéen établissant un partenariat entre les États membres et la République tunisienne a décidé , de l'autre côté de la ( JO L 97 du 30.3. 1998, p. 1)

[D'une part Avri pa Communautés et leurs États membres en établissant un partenariat entre l'autre côté de la République tunisienne Accord euro-méditerranéen](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:21998A0330%25252801%252529) - n° 1 sur les produits agricoles tunisiens originaires de la réglementation applicable aux importations dans le protocole communautaire - Tunisien pêche d'origine n° 2 sur la réglementation appliquée aux importations Protocole - Protocole n° 3 sur la réglementation applicable à l'importation de produits agricoles d'origine communautaire en Tunisie - Protocole n° 4 sur la définition des produits originaires et les modalités de coopération administrative - Protocole n° . 5 sur l'assistance mutuelle entre autorités administratives en matière douanière - Déclarations communes - Déclarations (JO L 97 du 30.3.1998, p. 2-183)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:01998A0330%25252801%252529-20130101) .

Un [côté de l'](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31997D0430) Organisation de libération de la Palestine et la Communauté européenne (OLP) entre le 2 Juin à la signature de l'accord d' association euro-méditerranéen intérimaire sur le commerce et la coopération au profit de 1997 palestinienne la [date](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31997D0430) et [97/430 / CE](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:31997D0430) Décision du Conseil de la Autorité de Cisjordanie et de la bande de Gaza (JO L 187 du 16/07/1997, p. 1-2)

[Accord d'association intérimaire euro-méditerranéen relatif au commerce et à la coopération entre la Communauté européenne d'une part et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) au profit de l'Autorité palestinienne de Cisjordanie et de la bande de Gaza d'autre part](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:21997A0716%25252801%252529) - Protocole 1 sur la réglementation applicable à l'importation dans la Communauté de produits agricoles originaires de Cisjordanie et de la bande de Gaza - Protocole communautaire 2 - Définition de la notion de «produits originaires» et modalités de coopération administrative en relation avec le protocole 3 sur la réglementation applicable à l'importation de produits agricoles produits originaires de Cisjordanie et de la bande de Gaza - Loi finale - Déclarations communes - Déclaration de la Communauté européenne (JO L 187 du 16.7.1997, p. 3-135)

Voir la [version fusionnée](https://translate.google.com/translate?hl=de&prev=_t&sl=auto&tl=fr&u=https://translate.google.com/translate%3Fhl%3Dde%26prev%3D_t%26sl%3Dfr%26tl%3Dtr%26u%3Dhttps://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/AUTO/%253Furi%253Dcelex:01997A0716%25252801%252529-20160301) .

\* Cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance d'un État palestinien et est sans préjudice des positions individuelles des États membres sur cette question.